



# Assemblée générale

Distr. générale  
9 février 2024  
Français  
Original : anglais

## Conseil des droits de l'homme

### Cinquante-cinquième session

26 février-5 avril 2024

Point 4 de l'ordre du jour

**Situations relatives aux droits de l'homme  
qui requièrent l'attention du Conseil**

## **Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran<sup>\*</sup>, <sup>\*\*</sup>**

### **Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran**

#### *Résumé*

Dans le présent rapport, soumis en application de la résolution 52/27 du Conseil des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, Javaid Rehman, examine les préoccupations actuelles relatives aux droits de l'homme dans le pays. Il décrit les tendances, les problèmes et les progrès concernant la protection des droits de l'homme et formule des recommandations pour améliorer la situation dans ce domaine.

\* Il a été convenu que le présent document serait publié après la date normale de publication en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.

\*\* L'annexe au présent rapport est distribuée telle qu'elle a été reçue, uniquement dans la langue de l'original, et n'a pas été revue par les services d'édition.



## I. Introduction

1. Le présent rapport, soumis en application de la résolution 52/27 du Conseil des droits de l'homme, est le rapport final que le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, Javaid Rehman, présente au Conseil. Divisé en cinq parties, le rapport contient des informations recueillies avant le 31 décembre 2023. Après l'introduction, la deuxième partie porte sur les principales questions et préoccupations relatives à la situation des droits de l'homme dans le pays au cours de la période considérée. Dans la troisième partie, le Rapporteur spécial dresse le bilan général de l'application des principales recommandations qu'il a formulées au cours de son mandat de six ans. Dans la quatrième partie, il examine brièvement les effets des sanctions économiques. La dernière partie comprend les conclusions et recommandations les plus importantes du Rapporteur spécial. Une liste complète des recommandations formulées au cours des six ans qu'a duré le mandat figure en annexe du rapport.

2. Au cours de la période couverte par le présent rapport, les violations graves des droits de l'homme orchestrées par l'État à la suite des manifestations nationales de septembre 2022 se sont poursuivies. Les autorités iraniennes continuent de réprimer et de prendre pour cible les défenseurs et défenseuses des droits de l'homme, en instituant des politiques administratives draconiennes et en adoptant de nouveaux projets de loi visant à contraindre davantage les filles et les femmes. Les principaux événements et activités concernant la période considérée illustrent les réactions auxquelles le mouvement « Femmes, Vie, Liberté » a donné lieu et reflètent les travaux et les échanges qu'a menés le Rapporteur spécial avec ce mouvement.

3. Depuis l'adoption de la résolution S-35/1, dans laquelle le Conseil des droits de l'homme a décidé de créer une mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la République islamique d'Iran chargée d'enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme commises dans le pays, en particulier contre des femmes et des enfants, dans le contexte des manifestations qui ont débuté le 16 septembre 2022, le Rapporteur spécial a eu des entretiens approfondis avec des membres de la mission. Il s'est entretenu avec des membres de la mission et leur équipe à Genève en avril et juin 2023 et a continué de coopérer avec eux, notamment en partageant des informations pertinentes et en organisant des réunions en ligne.

4. Au cours de la période considérée, le Rapporteur spécial s'est rendu dans plusieurs pays et s'est entretenu avec des parties prenantes, notamment des victimes de violations des droits de l'homme, leurs familles et leurs amis, des organisations de la société civile et des organisations gouvernementales et non gouvernementales. En 2023, il a rencontré des victimes et des membres de leur famille en France (avril), aux Pays-Bas (juin), en Norvège (septembre) et en Suède (septembre, novembre et décembre) et a participé à des conférences et à d'autres événements. Il a présenté son rapport annuel au Conseil des droits de l'homme à Genève en mars 2023<sup>1</sup> et a aussi présenté des exposés au cours de réunions avec diverses parties prenantes en Suisse en avril, juin et septembre 2023.

5. Le Rapporteur spécial s'est rendu aux États-Unis d'Amérique et au Canada entre le 22 octobre et le 3 novembre 2023 et a présenté son sixième et dernier rapport à l'Assemblée générale le 24 octobre 2023<sup>2</sup>. Il s'est également entretenu avec diverses parties prenantes, notamment des victimes et des membres de leur famille, ainsi que des représentants de la société civile et des pouvoirs publics aux États-Unis et au Canada. Dans ce pays, il a aussi eu un entretien approfondi avec les familles des victimes du vol 752 d'Ukraine International Airlines<sup>3</sup>. Du 18 au 26 novembre 2023, il s'est rendu en Australie, où il a rencontré des victimes de violations des droits de l'homme commises par la République islamique d'Iran ainsi que des membres de leur famille, et s'est entretenu avec divers interlocuteurs, notamment des membres d'organisations de la société civile. Il a aussi eu des échanges très constructifs et utiles avec des représentants des pouvoirs publics australiens.

<sup>1</sup> A/HRC/52/67.

<sup>2</sup> A/78/326.

<sup>3</sup> Voir <https://www.ps752justice.com/>.

6. Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2023, le Rapporteur spécial a transmis 24 communications au Gouvernement iranien, conjointement avec d'autres titulaires de mandat au titre des procédures spéciales. Pendant la même période, le Gouvernement a soumis 13 réponses à des communications. Le Rapporteur spécial a aussi fait 11 déclarations publiques, auxquelles se sont associés d'autres titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

7. Le Rapporteur spécial regrette que le Gouvernement iranien ne l'ait pas autorisé à se rendre dans le pays, mais il remercie tout de même les autorités qui ont coopéré dans une certaine mesure avec lui. Il est reconnaissant à toutes les personnes et organisations qui ont contribué à l'élaboration du présent rapport par leurs contributions et leurs témoignages.

## II. Vue d'ensemble de la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

### A. Peine de mort

8. Le Rapporteur spécial reste profondément préoccupé par la hausse importante du nombre de condamnations à mort et d'exécutions observée au cours de la période considérée. Selon les informations reçues, 834 personnes au moins ont été exécutées en 2023<sup>4</sup>, soit une augmentation de 43 % par rapport aux 582 exécutions qui ont eu lieu en 2022<sup>5</sup>. Parmi les exécutions signalées en 2023, au moins 471 (56,5 %) concernaient des infractions liées à la drogue<sup>6</sup>, ce qui représente une augmentation notable par rapport à l'année 2022, au cours de laquelle 256 personnes avaient été exécutées pour des infractions de ce type<sup>7</sup>. Sept exécutions publiques auraient aussi eu lieu en 2023<sup>8</sup>.

9. Le Rapporteur spécial est extrêmement préoccupé par les condamnations à mort prononcées à l'issue de procès au cours desquels n'ont pas respecté les garanties de procédure et le droit à un procès équitable, prévus à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel la République islamique d'Iran est partie. Les personnes exécutées ont été torturées et maltraitées, et se sont souvent vu refuser l'accès à un avocat ; des avocats n'ont pas été autorisés à défendre leurs clients. Un nombre disproportionné de personnes exécutées appartenaient à des minorités ethniques ou religieuses, en particulier en ce qui concerne les infractions liées à la drogue ou à la sécurité<sup>9</sup>. Alors qu'ils ne représentent qu'entre 2 et 5 % de la population, les Baloutches ont compté pour au moins 20 % des personnes exécutées en 2023 (170)<sup>10</sup>, dont un grand nombre pour des infractions liées à la drogue.

10. Le Rapporteur spécial regrette que dans le système de justice pénale iranien, la peine de mort puisse être prononcée pour plus de 80 infractions, dont les atteintes à la sécurité nationale définies en termes généraux et vagues que sont le *moharebeh* (prendre les armes pour tuer, s'emparer de biens ou semer la peur), l'*efsad-e fel-arz* (répandre la corruption sur Terre) et le *baghy* (rébellion armée), et d'autres infractions, telles que celles liées à la drogue, l'adultère, l'homosexualité, l'apostasie, le blasphème, le vol, la consommation d'alcool (à la quatrième déclaration de culpabilité), la fraude, les crimes et délits économiques, la prostitution et certaines formes de traite des personnes<sup>11</sup>. La plupart de ces infractions ne font pas partie des « crimes les plus graves » et le fait qu'elles soient passibles de la peine de mort est donc contraire à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

<sup>4</sup> Contribution adressée au Rapporteur spécial par Iran Human Rights, 15 janvier 2024, p. 1.

<sup>5</sup> Iran Human Rights et Ensemble contre la peine de mort (ECPM), Rapport annuel sur la peine de mort en Iran 2022.

<sup>6</sup> Contribution adressée au Rapporteur spécial par Iran Human Rights, 15 janvier 2024, p. 1.

<sup>7</sup> Iran Human Rights et ECPM, Rapport annuel sur la peine de mort en Iran 2022.

<sup>8</sup> Contribution adressée au Rapporteur spécial par Iran Human Rights, 15 janvier 2024, p. 1.

<sup>9</sup> Voir, par exemple, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/12/iran-public-execution-of-majidreza-rahnavaard-exposes-authorities-revenge-killings/>.

<sup>10</sup> Contribution adressée au Rapporteur spécial par Iran Human Rights, 15 janvier 2024, p. 1.

<sup>11</sup> A/76/160, juillet 2021, par. 49.

11. En 2023, au moins 39 personnes ont été exécutées après avoir été reconnues coupables de *moharebeh*, d'*efsad-e fel-arz* ou de *baghy*, qui constituent des atteintes à la sécurité nationale<sup>12</sup>. En mai 2023, deux hommes ont été exécutés pour apostasie, uniquement parce qu'ils avaient exercé pacifiquement leur droit à la liberté de religion sur les réseaux sociaux<sup>13</sup>, et une personne a été exécutée pour adultère<sup>14</sup>.

### Exécutions liées aux manifestations

12. Au 31 décembre 2023, les autorités iraniennes avaient exécuté au moins huit manifestants depuis le début du mouvement national de contestation en septembre 2022, ce qui est déplorable.

13. Le 23 novembre 2023, Milad Zohrevand, jeune homme de 20 ans, a été exécuté en secret, sans que sa famille en soit informée au préalable. Les autorités l'avaient arrêté à la suite d'une manifestation à Malayer, dans la province du Hamadan, puis l'avaient accusé d'avoir tué un officier du Corps des gardiens de la révolution islamique le 26 octobre 2022, lors du mouvement national de contestation<sup>15</sup>.

14. Le Rapporteur spécial reste extrêmement préoccupé par la violation, dans le cadre de l'affaire concernant M. Zohrevand, des garanties de procédure et du droit à un procès équitable garanti par le droit international des droits de l'homme, comme cela avait déjà été le cas pour d'autres exécutions antérieures liées aux manifestations de septembre 2022. Selon des informations inquiétantes, les parents de M. Zohrevand ont été arrêtés après son exécution ; il en a été de même pour les familles d'autres personnes exécutées en 2023. Le Rapporteur spécial note avec une vive préoccupation qu'au moins 5 autres personnes ont été condamnées à mort en lien avec les manifestations nationales et que 15 autres risquent de l'être<sup>16</sup>.

### Exécution d'enfants délinquants

15. Le droit pénal iranien prévoit la peine de mort pour les filles âgées d'au moins 9 années lunaires et les garçons âgés d'au moins 15 années lunaires pour des infractions relevant de la loi du talion (*qisas*), telles que le meurtre, ou passibles de *houdoud* (crimes pour lesquels une peine est impérative et fixée), telles que l'adultère<sup>17</sup>. Le Rapporteur spécial reste vivement préoccupé par la condamnation d'enfants à mort et regrette qu'aucun progrès n'ait été observé dans l'application de ses recommandations et de celles de ses prédécesseurs, d'autres titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et d'autres mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme concernant l'abolition de la peine de mort pour les enfants, quelles que soient les circonstances et la nature de l'infraction commise.

16. Au moins un enfant délinquant, Hamidreza Azari, 17 ans, qui aurait commis un meurtre alors qu'il avait 16 ans et 8 mois, a été exécuté, le 24 novembre 2023<sup>18</sup>.

### Exécution de femmes

17. Le Rapporteur spécial constate avec regret que la République islamique d'Iran est l'un des principaux pays qui exécutent des femmes ; en 2022, 16 des 24 femmes exécutées dans le monde l'ont été en Iran<sup>19</sup>. En 2023, au moins 22 femmes auraient été exécutées. De nombreuses femmes condamnées pour *qisas* étaient elles-mêmes victimes de violence

<sup>12</sup> Contribution adressée au Rapporteur spécial par Iran Human Rights, 15 janvier 2024, p. 1.

<sup>13</sup> Amnesty International, @AmnestyIran, 8 mai 2023, disponible à l'adresse <https://twitter.com/AmnestyIran/status/1655569792391061507?lang=en-GB>.

<sup>14</sup> Contribution adressée au Rapporteur spécial par Iran Human Rights, 15 janvier 2024, p. 1.

<sup>15</sup> Voir <https://www.en-hrana.org/milad-zohrevand-executed-in-hamedan-prison-ten-days-after-supreme-court-confirmation/?hilite=Milad> et <https://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-67512588>. Voir aussi A/HRC/52/67 et A/78/326 pour plus d'informations sur les manifestants exécutés précédemment. <https://www.en-hrana.org/milad-zohrevand-executed-in-hamedan-prison-ten-days-after-supreme-court-confirmation/?hilite=Milad>.

<sup>16</sup> Voir <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde13/7552/2023/fr/>.

<sup>17</sup> A/75/213, par. 31.

<sup>18</sup> Voir <https://iranhr.net/en/articles/6350/>.

<sup>19</sup> Voir <https://iranhr.net/en/articles/5825/>.

domestique ou de mariage d'enfants. Le Rapporteur spécial exhorte l'Iran à réformer son droit, afin d'abolir les peines obligatoires qui ne tiennent pas compte de la situation personnelle et de renforcer la protection des femmes contre la violence et la discrimination.

## B. Arrestations et détentions arbitraires et violations du droit à un procès équitable

18. Le Rapporteur spécial est préoccupé par les informations relatives à la poursuite des arrestations arbitraires et au recours fréquent à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, tels que les coups de pied, la flagellation et les coups portés avec des matraques et des câbles, l'isolement prolongé, le refus délibéré de fournir des soins de santé, les décharges électriques et les simulacres d'exécution. En outre, des victimes ont indiqué que des méthodes de torture psychologique étaient utilisées, notamment des insultes et des injures, des menaces de mort et de viol, ainsi que des menaces de violence sur des membres de la famille de détenus<sup>20</sup>.

19. La torture a été utilisée en particulier sur des personnes accusées ou reconnues coupables d'atteintes à la sécurité nationale, de délits politiques ou d'infractions liées à la drogue. Le 20 décembre 2022, Mojahed (Abbas) Kourkouri a été arrêté près de Ghalehtol, dans la province du Khouzestan, apparemment par des agents du Ministère du renseignement et de la sécurité, des gardiens de la révolution et des agents du Commandement des forces de l'ordre de la République islamique d'Iran (connu sous le nom de Faraja). M. Kourkouri a été maintenu à l'isolement pendant une longue période à la prison de Cheïban, dans la province du Khouzestan, et a été soumis à plusieurs reprises à des actes de torture et à d'autres mauvais traitements, notamment des passages à tabac<sup>21</sup>. Le 24 décembre 2023, la trente-neuvième chambre de la Cour suprême a confirmé la condamnation à la peine de mort de M. Kourkouri ; le jugement ayant été transmis au bureau chargé de l'application des peines, il est à craindre que M. Kourkouri soit exécuté de manière imminente<sup>22</sup>.

20. Le 1<sup>er</sup> février 2023, Mahmoud Mehrabi a été arrêté et accusé de répandre la corruption sur terre (*efsad-e fel-arz*) après avoir participé au mouvement national de contestation. Bien qu'il ait développé une hernie après avoir été torturé et maltraité, M. Mehrabi a été maintenu à l'isolement pendant vingt jours et s'est vu refuser tout traitement médical<sup>23</sup>.

21. Le Rapporteur spécial relève que les autorités n'ont pas véritablement enquêté sur les nombreuses allégations de torture infligée à des détenus. À cet égard, elles affirment que les aveux obtenus par la contrainte ou la torture sont interdits par la Constitution<sup>24</sup> et jugés irrecevables devant les tribunaux<sup>25</sup>. L'article 171 du Code pénal islamique dispose toutefois que des aveux seuls suffisent à fonder une condamnation, quels que soient les autres éléments de preuve disponibles<sup>26</sup>.

22. Le Rapporteur spécial note avec préoccupation que les possibilités pour l'accusé d'être assisté par un avocat de son choix au cours de la phase de l'instruction sont de plus en plus limitées. Cela est d'autant plus inquiétant que, selon des informations concordantes, les tribunaux iraniens, en particulier les tribunaux révolutionnaires, sont loin d'organiser des procès équitables et utilisent régulièrement comme éléments de preuve des aveux obtenus

<sup>20</sup> Voir Amnesty International, "They violently raped me". *Sexual violence weaponized to crush Iran's Woman Life Freedom uprising* (décembre 2023) (« Ils m'ont sauvagement violée ». Le recours aux violences sexuelles comme arme pour écraser le soulèvement « Femme. Vie. Liberté ») et Human Rights Watch, *World Report 2024*, p. 310.

<sup>21</sup> Pour plus d'informations sur cette affaire, voir la communication IRN 13/2023, disponible à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=28236>, et <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde13/7565/2024/fr/>.

<sup>22</sup> Voir <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde13/7565/2024/fr/>.

<sup>23</sup> Pour plus d'informations sur cette affaire, voir la communication IRN 11/2023, disponible à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=28211>.

<sup>24</sup> art. 38.

<sup>25</sup> Code pénal islamique, art. 168 et 169.

<sup>26</sup> Voir aussi le Code de procédure pénale, art. 194, disponible à l'adresse <https://www.refworld.org/legal/legislation/natlgbod/1991/en/115464>.

par la torture. Par exemple, le rappeur iranien Toomaj Salehi, violemment arrêté pour la première fois le 30 octobre 2022, est actuellement détenu pour avoir soutenu les manifestations pacifiques et fait entendre sa voix dans des chants contestataires. En détention, il aurait été soumis à des actes de torture ou à d'autres mauvais traitements visant à lui extorquer des aveux. Lors de son apparition supposée à la télévision étatique, il avait les yeux bandés et son visage présentait des ecchymoses et une blessure grave à l'œil gauche. En outre, sa cheville droite avait été cassée à la suite d'actes de torture et de violences corporelles présumés, et son état pourrait nécessiter une intervention chirurgicale<sup>27</sup>.

### **Personnes ayant une double nationalité et ressortissants étrangers**

23. Le Rapporteur spécial salue la libération par les autorités iraniennes d'au moins 8 personnes en 2023, dont Olivier Vandecasteele, travailleur humanitaire belge, et 2 ressortissants austro-iraniens, Massud Mossaheb et Kamran Ghaderi, en mai et juin 2023<sup>28</sup>.

24. En septembre 2023, un échange de prisonniers a eu lieu entre les États-Unis et la République islamique d'Iran. Cinq ressortissants irano-américains ont été autorisés à quitter le pays. En contrepartie, les États-Unis ont accepté de libérer cinq ressortissants iraniens qui se trouvaient en détention ; sur ces cinq personnes, trois ont décidé de ne pas retourner en République islamique d'Iran<sup>29</sup>.

25. Malgré la libération et l'échange de prisonniers, le Rapporteur spécial reste profondément préoccupé par le traitement réservé aux personnes ayant une double nationalité et aux ressortissants étrangers. Au moins 2 personnes ayant une double nationalité ont été exécutées<sup>30</sup>, 1 ressortissant français a été condamné à une peine de cinq ans d'emprisonnement<sup>31</sup> et 2 autres personnes binationales risquent d'être exécutées de manière imminente, Jamshid Sharmahd, Irano-allemand, et Ahmedreza Djalali, Irano-suédois.

26. Ahmedreza Djalali est détenu arbitrairement depuis avril 2016<sup>32</sup> et court un risque grave et concret d'être exécuté de manière imminente à titre de représailles ; un représentant de l'administration judiciaire lui aurait rendu visite en prison le 22 décembre 2023, l'avertissant que sa condamnation et sa peine de mort avaient été confirmées et seraient bientôt appliquées<sup>33</sup>.

27. Le Rapporteur spécial est préoccupé par les détentions arbitraires de ressortissants étrangers et de personnes ayant une double nationalité et par l'utilisation de ces personnes comme moyens de pression et dans le cadre d'échanges de prisonniers. Il exhorte les autorités iraniennes à ne pas enfreindre le droit international en prenant en otage des ressortissants étrangers et des personnes binationales et demande que la situation de toutes les personnes détenues arbitrairement et injustement ainsi que leur libération soient examinées immédiatement.

## **C. Droits à la liberté d'opinion et d'expression et à la liberté de réunion pacifique et d'association**

28. Les droits à la liberté d'opinion et d'expression sont de plus en plus limités, ce qui a des conséquences pour différents groupes, dont les journalistes, les artistes, les défenseurs et défenseuses des droits de l'homme, les travailleurs, les enseignants, les étudiants, les groupes minoritaires et les femmes. Dans le Classement mondial de la liberté de la presse 2023 établi

<sup>27</sup> Voir les communications IRN 26/2022 et IRN 6/2023, disponibles à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TmSearch/Results>.

<sup>28</sup> A/78/326, par. 26.

<sup>29</sup> Voir <https://www.bbc.co.uk/news/world-us-canada-66850811>.

<sup>30</sup> A/78/326, par. 25.

<sup>31</sup> Voir la communication 19/2023, disponible à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=28610>.

<sup>32</sup> Voir A/HRC/WGAD/2017/92.

<sup>33</sup> Voir <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/12/iran-arbitrarily-detained-swedish-iranian-academic-ahmadreza-djalali-at-grave-risk-of-retaliatory-execution/>.

par Reporters sans frontières, la République islamique d'Iran occupe la 177<sup>e</sup> place, sur 180 pays<sup>34</sup>.

29. De plus en plus d'agressions de personnes sont signalées, notamment contre des journalistes qui ont exprimé leur opinion sur des questions relatives aux droits de l'homme, en particulier sur le port obligatoire du hijab.

30. Trois femmes journalistes, Mehrnoosh Zarei Hanzaki, Saeideh Shafiei et Nasim Sultan Beigi, ont été jugées, et les deux dernières ont été condamnées le 31 juillet par la vingt-sixième chambre du tribunal révolutionnaire de Téhéran pour rassemblement et collusion ainsi que pour propagande contre la République islamique, notamment pour avoir défendu publiquement le port facultatif du voile et pour s'être opposées au port obligatoire du hijab. Le droit à un procès équitable et les garanties de procédure n'ont pas été respectés dans ces affaires<sup>35</sup>.

31. Le 22 octobre 2023, un tribunal révolutionnaire a condamné deux journalistes, Niloofar Hamedi et Elaheh Mohammadi, à des peines de prison de 13 et 12 ans respectivement, à l'issue d'un procès à huis clos. Elles ont toutes les deux été condamnées pour avoir couvert la mort de Jina Mahsa Amini, en septembre 2022<sup>36</sup>.

32. Les autorités ont censuré toutes les formes de médias et brouillent les chaînes de télévision étrangères par satellite. Les réseaux sociaux et autres plateformes, notamment WhatsApp, Instagram, Facebook, Telegram, Twitter, Signal et YouTube, restent bloqués<sup>37</sup>.

33. En septembre 2023, le projet de loi sur la mise en place d'un système de réglementation des services en ligne, précédemment appelé projet de loi sur la protection des utilisateurs d'Internet<sup>38</sup>, qui prévoit des changements inquiétants en matière de contrôle des activités sur Internet, un renforcement de la surveillance et l'incrimination de la mise au point et de la diffusion d'instruments de contournement de la censure, n'avait pas encore été adopté.

34. Le 15 mars 2023, Sepideh Gholian a de nouveau été arrêtée de force à Arak, dans la province de Markazi, alors qu'elle se rendait à Dezful, dans la province du Khouzestan, avec sa famille. M<sup>me</sup> Gholian, défenseuse des droits de l'homme et journaliste indépendante qui s'intéresse surtout au droit du travail, collabore étroitement avec le syndicat des travailleurs de la Haft Tappeh Cane Sugar Company, créé en 1974. Le 6 mai 2023, la vingt-sixième chambre du tribunal révolutionnaire de Téhéran l'a condamnée à une peine de deux ans d'emprisonnement, à l'interdiction d'adhérer à des groupes politiques et sociaux, à des restrictions de l'utilisation de son téléphone portable et à deux ans d'interdiction d'entrée à Téhéran et dans les provinces voisines. Elle était notamment accusée d'outrage au Guide de la Révolution<sup>39</sup>.

35. En 2023, il y a eu au moins 1 266 manifestations syndicales, 4 cas de répression de manifestations et 32 grèves syndicales<sup>40</sup>. Ces mouvements concernaient principalement des revendications salariales et visaient à dénoncer les mauvaises conditions économiques et la

<sup>34</sup> Voir <https://rsf.org/fr/pays/iran>.

<sup>35</sup> Voir <https://www.womeninjournalism.org/threats-all/iran-two-women-journalists-sentenced-to-over-four-years-in-prison-for-reporting> et <https://www.en-hrana.org/three-female-journalists-summoned-to-present-final-defense/?hilite=three+female+journalists>.

<sup>36</sup> Voir <https://rsf.org/fr/12-et-13-ans-de-prison-pour-les-journalistes-elaheh-mohammadi-et-niloofar-hamedi-en-iran-rsf>.

<sup>37</sup> Voir Article 19, « Tightening the net: Iran one year on from the Mahsa Jhina Amini uprising », 15 septembre 2023, et <https://www.article19.org/wp-content/uploads/2023/10/ARTICLE-19-FCDO-Iran-submission-2023.pdf>.

<sup>38</sup> Voir Article 19, « Tightening the net: Iran one year on from the Mahsa Jhina Amini uprising », et <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/03/un-human-rights-experts-urge-iran-abandon-restrictive-internet-bill>.

<sup>39</sup> Voir la communication IRN 14/2023, disponible à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=28287>.

<sup>40</sup> Voir <https://www.en-hrana.org/annual-analytical-and-statistical-report-on-human-rights-in-iran-for-the-year-2023/#A10>.

gestion inefficace des institutions gouvernementales, qui avaient suscité le mécontentement de travailleurs dans différents secteurs<sup>41</sup>.

## D. Situation des femmes et des filles

### 1. Lois et politiques relatives au port obligatoire du voile

36. Le Rapporteur spécial demeure préoccupé par la répression constante des droits des femmes et des filles et par les informations selon lesquelles, depuis avril 2023, les autorités utilisent de plus en plus des méthodes de maintien de l'ordre brutales et autoritaires à l'égard des filles et des femmes qui s'opposent aux lois relatives au port obligatoire du hijab. Plus d'un million de SMS ont été envoyés à des femmes pour les menacer de confiscation de leurs véhicules si elles circulaient non voilées et ces menaces ont été mises à exécution par milliers<sup>42</sup>. Les autorités de l'État ont fermé de force des centaines d'entreprises parce qu'elles ne faisaient pas respecter le port obligatoire du voile et d'innombrables femmes ont été privées d'accès à l'éducation, aux transports publics et aux services bancaires<sup>43</sup>.

37. La police des mœurs a été redéployée, avec pour mission d'arrêter et de signaler les personnes qui ne respectent pas le port obligatoire du voile, et les autorités ont souligné que quiconque refusait d'appliquer la loi serait déféré à la justice<sup>44</sup>.

38. Le Rapporteur spécial a visionné des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux qui montraient des femmes abordées, interpellées et emmenées de force à bord de camionnettes facilement identifiables et a reçu de nombreuses informations relatant des cas similaires après le redéploiement de la police des mœurs<sup>45</sup>. Il déplore la mort d'une autre jeune femme non voilée, Armita Garavand, âgée de 16 ans, qui a chuté dans le métro de Téhéran le 1<sup>er</sup> octobre 2023, apparemment à la suite d'une altercation liée au fait qu'elle ne portait pas de hijab<sup>46</sup>. Hospitalisée dans un hôpital de l'armée de l'air<sup>47</sup>, elle est restée plus de trois semaines dans le coma ; sa mort a été officiellement déclarée le 28 octobre 2023<sup>48</sup>.

39. Comme il l'a indiqué dans son dernier rapport à l'Assemblée générale, le Rapporteur spécial est vivement préoccupé par le projet de loi destiné à soutenir la famille en promouvant la culture de la chasteté et le port du hijab, projet de loi qui accentue la ségrégation fondée sur le genre et impose des mesures plus strictes contre le port « incorrect » du voile. L'article 47 de ce texte définit ce qu'est une « tenue inappropriée » pour les femmes et les hommes, comme le port de vêtements contraires à la décence, tels que des vêtements provocants ou moulants ou des vêtements qui dévoilent une partie du corps située entre le cou et les chevilles ou laissent apparaître plus que l'avant-bras<sup>49</sup>.

40. Les articles 38 à 70 du projet de loi prévoient de lourdes peines pour les femmes et les filles, notamment des amendes, des peines de prison, des interdictions de voyager, la confiscation de passeports et de biens et la privation des droits sociaux. Le texte définit aussi

<sup>41</sup> Voir Human Rights Activists, *Annual Statistical Report of Human Rights Conditions in Iran 2023* (2024).

<sup>42</sup> Amnesty International, « Iran: authorities doubling down on punishments against women and girls defying discriminatory veiling laws », 26 juillet 2023.

<sup>43</sup> Ibid.

<sup>44</sup> Voir <https://www.bbc.com/persian/world-66172691> (en persan).

<sup>45</sup> Voir, par exemple, <https://twitter.com/yazdanparast313/status/1680198112206307328?s=20?>, 15 juillet 2023 (en persan).

<sup>46</sup> Voir, par exemple, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/11/iran-un-experts-shocked-new-wave-attacks-girls-and-women>.

<sup>47</sup> Voir <https://www.nbcnews.com/news/world/iranian-girl-armita-geravand-hospitalized-morality-police-rcna118787> ; Hengaw Organization for Human Rights, @HengawO, 3 octobre 2023, disponible à l'adresse <https://twitter.com/HengawO/status/1709290245487751323> (en persan).

<sup>48</sup> Voir Reuters, « Iranian teenager Armita Geravand dies after alleged confrontation, IRNA reports », 28 octobre 2023.

<sup>49</sup> Voir <https://atrdac.medium.com/a-war-against-woman-life-freedom-the-complete-translation-of-i-r-s-new-hijab-law-35f68bf55757> et l'analyse d'Impact Iran, An overview of the "chastity and hijab bill", 26 septembre 2023.



différents niveaux ou degrés de sanctions, avec des peines de prison allant de trois mois à dix ans et des amendes de plus d'un milliard de rials, en fonction de l'infraction<sup>50</sup>.

41. Le Rapporteur spécial note aussi avec préoccupation que le projet de loi prévoit le recours à des outils de surveillance technologique pour garantir son application (art. 28 et 62). Le 13 août 2023, le Parlement a voté en faveur de l'invocation de l'article 85 de la Constitution, qui permet d'examiner le texte en commission parlementaire sans débat public. Le 20 septembre 2023, le Parlement a adopté une version modifiée du projet de loi comprenant 71 articles et a décidé d'une période d'application expérimentale de trois ans après l'approbation du texte par le Conseil des gardiens et avant sa ratification conformément à la Constitution<sup>51</sup>.

42. Le 24 octobre 2023, le porte-parole du Conseil des gardiens a annoncé que le Conseil avait examiné le projet de loi. Toutefois, plusieurs questions devaient encore être précisées et le Conseil a décidé de renvoyer le texte au Parlement pour un examen plus approfondi<sup>52</sup>. Il a noté que plusieurs termes utilisés dans le projet de loi étaient vagues et imprécis, notamment l'indécence et les comportements que ce mot pourrait désigner, qui ne sont pas définis dans le projet de loi ou dans d'autres textes législatifs. Il a également souligné que d'autres points devaient être précisés, notamment les liens entre les dispositions du texte et les compétences du Conseil suprême de la Révolution culturelle, organe qui est lui aussi chargé de contrôler l'application par les services de l'État des principes du port obligatoire du hijab et de la chasteté.

43. En collaboration avec d'autres titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, le Rapporteur spécial a fait part de sa vive inquiétude concernant le projet de loi, qui pourrait être décrit comme une forme d'apartheid fondé sur le genre, puisque les autorités semblent gouverner en se livrant à une discrimination systémique ayant pour objet de contraindre les femmes et les filles à une soumission totale<sup>53</sup>. Les nouvelles mesures imposées par le Gouvernement sont discriminatoires et constituent une évolution dangereuse pour les droits fondamentaux des femmes et des filles de participer à la vie publique et d'être traitées avec dignité.

## 2. Viols et violences sexuelles

44. Le Rapporteur spécial a reçu des informations extrêmement préoccupantes selon lesquelles le viol, la torture et d'autres formes de violence sexuelle ont été utilisés comme des armes pour punir des manifestants pacifiques durant le mouvement de contestation de 2022. Dans un rapport publié en décembre 2023, Amnesty International a mis en évidence un recours généralisé à la violence sexuelle, y compris à des viols, comme arme barbare pour réprimer et anéantir toute forme de dissidence<sup>54</sup>.

45. Le rapport d'Amnesty International donne des détails choquants concernant 45 victimes, dont 12 femmes, 26 hommes et 7 enfants, et décrit de manière concrète les viols, collectifs dans certains cas, qu'elles ont subis et les autres formes de violence sexuelle qui leur ont été infligées par des agents des services de sécurité ou de renseignement à la suite de leur arrestation arbitraire<sup>55</sup>. Le rapport établit que « des représentant(e)s de l'État ont eu recours en toute impunité aux violences sexuelles comme arme de torture pour briser la combativité des manifestant(e)s, saper leur estime et leur dignité, et les dissuader d'organiser d'autres manifestations. L'objectif était également de sanctionner les manifestant(e)s pour avoir remis en question les autorités politiques et les forces de sécurité ainsi que leur système bien enraciné de discrimination fondée sur le genre, un système consolidé par une législation draconienne, et notamment des lois abusives sur le port obligatoire du voile »<sup>56</sup>. Cette

<sup>50</sup> Ibid.

<sup>51</sup> Voir <https://www.ekhtabar.ir/متن-نهایی-لایحه-عفاف-و-حجاب-مصوبه-کمیسی/amp/> (en persan).

<sup>52</sup> Voir <https://www.isna.ir/news/1402080201201/> (en persan).

<sup>53</sup> Voir <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/09/irans-proposed-hijab-law-could-amount-gender-apartheid-un-experts>.

<sup>54</sup> Amnesty International, "They violently raped me". *Sexual violence weaponized to crush Iran's Woman Life Freedom uprising*.

<sup>55</sup> Ibid., p. 11.

<sup>56</sup> Ibid., p. 10.

conclusion est alarmante et corrobore de manière tragique le point de vue du Rapporteur spécial concernant la culture de l'impunité et l'absence de mécanisme de responsabilité au niveau national.

46. Il est important de relever que les autorités iraniennes n'ont pas enquêté sur les viols et les autres violences sexuelles commis dans le contexte du mouvement « Femmes, Vie, Liberté » et recensés par Amnesty International, et qu'elles n'ont inculpé ni poursuivi aucun agent public ayant commis de tels actes<sup>57</sup>.

## **E. Situation des défenseurs et défenseuses des droits de l'homme et des avocats**

47. L'arrestation et le placement en détention de défenseurs et défenseuses des droits de l'homme et d'avocats sont extrêmement regrettables. Le 29 octobre 2023, Nasrin Sotoudeh, célèbre avocate spécialisée dans la défense des droits de l'homme, ainsi que d'autres personnes en deuil, manifestants et militants, ont été arrêtés alors qu'ils assistaient aux funérailles de M<sup>me</sup> Garavand au cimetière de Behesht-e-Zahra, dans la province de Téhéran<sup>58</sup>. M<sup>me</sup> Sotoudeh aurait été violemment frappée à la tête et au visage et ses lunettes auraient été cassées<sup>59</sup> ; elle a été accusée d'avoir enfreint les règles relatives au port du hijab et d'avoir nui à la sécurité psychologique de la société<sup>60</sup>. Elle a été emmenée à la prison de Qarchak, où elle a entamé une grève de la faim et aurait refusé de prendre ses médicaments jusqu'à sa libération. Le 15 novembre 2023, elle a été libérée sous caution<sup>61</sup>.

48. Trois avocats, Nazanin Salari, Mahmoud Taravtrouy et Masoud Ahmadian, sont actuellement jugés pour coopération avec des pays hostiles, rassemblement et collusion visant à porter atteinte à la sécurité nationale et propagande contre la République islamique d'Iran. Nazanin Salari et Mahmoud Taravtrouy ont été arrêtés dans le cadre des manifestations nationales de 2022<sup>62</sup>.

49. Le Rapporteur spécial est préoccupé par les informations qu'il a reçues au sujet de la santé de nombreux défenseurs et défenseuses des droits de l'homme emprisonnés. Narges Mohammadi, célèbre défenseuse des droits de l'homme et lauréate du prix Nobel de la paix, a de graves problèmes de santé, notamment des troubles cardiaques et pulmonaires, qui l'exposent à de grands risques. Selon les informations reçues, elle n'a pas encore eu accès à des soins médicaux depuis son retour en prison<sup>63</sup>.

50. Le Rapporteur spécial est également préoccupé par la santé de Nasim Soltanbeygi, défenseuse des droits de l'homme et journaliste<sup>64</sup>.

## **F. Situation des minorités**

51. Le Rapporteur spécial est profondément préoccupé par les discriminations subies par les minorités religieuses, ethniques, linguistiques et sexuelles en République islamique d'Iran. Les personnes appartenant à des minorités font l'objet d'une discrimination

<sup>57</sup> Ibid., p. 82.

<sup>58</sup> <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/09/irans-proposed-hijab-law-could-amount-gender-apartheid-un-experts>. Voir <https://www.theguardian.com/world/2023/oct/30/iran-arrests-top-rights-lawyer-at-funeral-of-teenage-girl-who-died-after-metro-incident> et <https://kurdistanhumanrights.org/en/news/2023/10/30/security-forces-arrest-at-least-15-at-armita-geravands-funeral/>.

<sup>59</sup> Voir <https://iranhumanrights.org/2023/10/nasrin-sotoudeh-and-activists-beaten-detained-at-funeral-of-teenager-armita-geravand/>.

<sup>60</sup> Ibid. et voir aussi la communication IRN 20/2023, disponible à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=28612>.

<sup>61</sup> Voir <https://lawyersforlawyers.org/en/nasrin-sotoudeh-released-on-bail-after-being-arrested-at-funeral-of-armita-geravand/>.

<sup>62</sup> Voir <https://lawyersforlawyers.org/en/joint-statement-three-years-after-being-charged-three-iranian-human-rights-lawyers-are-set-to-face-trial/>.

<sup>63</sup> Voir la communication IRN 20/2023.

<sup>64</sup> Voir la communication IRN 18/2023, disponible à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=28583>.

institutionnalisée et d'une persécution systématique. Dans de nombreux cas, des membres de minorités ethniques et religieuses ont été arrêtés et détenus arbitrairement en raison de diverses activités pacifiques, telles que la promotion de la liberté linguistique<sup>65</sup>, l'organisation de manifestations ou la participation à des événements de ce type<sup>66</sup>, l'affiliation à des partis d'opposition, la mobilisation contre la dégradation de l'environnement dans leur région<sup>67</sup> ou la simple participation à des activités religieuses ou culturelles<sup>68</sup>.

52. Le Rapporteur spécial est extrêmement préoccupé et choqué par la persécution constante, les arrestations arbitraires et le harcèlement subis par les membres de la communauté baha'ie. Au moins 70 Baha'is seraient actuellement en détention ou purgeraient des peines de prison, et 1 200 autres feraient l'objet de procédures judiciaires ou auraient été condamnés à de lourdes et longues peines de prison. Depuis octobre 2023, des agents des services de sécurité auraient fouillé et saccagé les maisons de près de 100 familles baha'ies. Selon les informations reçues, des biens de plus en plus divers sont confisqués : non seulement des livres sacrés et des appareils électroniques, mais également de l'argent liquide, des cartes bancaires, des bijoux, des titres de propriété, des documents d'identité, des passeports et même des appareils ménagers ; des agents armés ont aussi intimidé des Baha'is, en se livrant à des violences physiques et des agressions verbales et en les menaçant avec une arme<sup>69</sup>.

53. Les minorités ethniques et les minorités religieuses reconnues par la Constitution sont également soumises à des discriminations et à des persécutions. Les Arabes ahvazi, les Baloutches, les Kurdes et les musulmans sunnites de manière générale font aussi l'objet d'une discrimination systématique dans l'exercice de leurs droits culturels et l'accès aux services publics. Ils subissent des arrestations arbitraires et des discriminations et sont harcelés et maltraités.

54. Des membres de minorités ethniques et religieuses, en particulier des Baloutches et des Kurdes, ont été la cible de privations arbitraires du droit à la vie de la part des autorités de l'État ; en particulier, des porteurs de marchandises de part et d'autre des frontières, en l'occurrence des *kulbars* kurdes et des *soukhtbars* baloutches, ont été victimes d'exécutions et d'exécutions extrajudiciaires.

### III. Évaluation de la situation des droits de l'homme et réflexions

#### A. Faits nouveaux encourageants relatifs aux droits de l'homme

55. Au cours de son mandat, le Rapporteur spécial a salué les mesures encourageantes et progressistes que la République islamique d'Iran avait prises pour améliorer la situation des droits de l'homme. En novembre 2017, une modification de la loi relative au trafic de stupéfiants a entraîné une baisse sensible des exécutions de personnes reconnues coupables d'infractions liées à la drogue. Des peines de mort ou d'emprisonnement à perpétuité infligées pour certaines infractions liées aux stupéfiants ont ainsi été réduites rétroactivement à une peine d'emprisonnement maximale de trente ans<sup>70</sup>. En outre, la quantité de stupéfiants requise pour qu'une condamnation à mort soit prononcée a été revue à la hausse<sup>71</sup>.

<sup>65</sup> Voir Ceasefire Centre for Civilian Rights, Centre for Supporters of Human Rights et Minority Rights Group International, « Rights denied: violations against ethnic and religious minorities in Iran » (mars 2018).

<sup>66</sup> Ibid. Voir aussi Human Rights Activists, *Annual Statistical Report of Human Rights Conditions in Iran 2023*.

<sup>67</sup> Ibid.

<sup>68</sup> Ibid.

<sup>69</sup> Contribution adressée au Rapporteur spécial par la Communauté internationale baha'ie, janvier 2024, p. 22.

<sup>70</sup> A/HRC/40/67, par. 6. En ce qui concerne le nouvel article 45 de la loi relative à la lutte contre les stupéfiants, voir <https://www.iranrights.org/library/document/3262>.

<sup>71</sup> A/HRC/40/67, par. 6.

56. En ce qui concerne les droits des femmes, le Rapporteur spécial prend note des mesures positives qui ont été prises pour améliorer les droits des femmes et des filles<sup>72</sup>. Par exemple, en 2019, les autorités iraniennes ont apporté une modification à la loi sur la nationalité pour faire en sorte qu'une Iranienne mariée à un homme non iranien ait le droit de demander que ses enfants âgés de moins de 18 ans obtiennent la nationalité iranienne<sup>73</sup>. Le Rapporteur spécial se félicite des progrès réalisés depuis 2019 avec le projet de loi sur la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic d'organes humains et sur les peines appliquées aux passeurs<sup>74</sup>, et du projet de loi de 2023 sur la protection des femmes contre la violence et sur la promotion de leur dignité et de leur sécurité, qui vise à incriminer la violence à l'égard des femmes<sup>75</sup>.

57. Le Rapporteur spécial est également conscient des progrès importants accomplis en matière d'égalité d'accès des filles et des femmes à l'éducation, et de l'augmentation progressive du taux d'alphabétisation des femmes. Depuis plus de dix ans, il n'y a pratiquement plus d'inégalités entre les sexes pour ce qui est du taux de la scolarisation dans l'enseignement primaire ou secondaire<sup>76</sup>. Toutefois, comme nous le verrons plus loin, ces progrès ont été compromis voire réduits à néant et ont eu des conséquences néfastes dans la mesure où des violations systématiques et à grande échelle des droits de l'homme ont continué d'être commises.

## **B. Principales préoccupations et réflexions sur l'application des recommandations**

### **1. Accès, collaboration et coopération entre les autorités et le Rapporteur spécial**

58. Le Rapporteur spécial regrette qu'en dépit de ses demandes répétées, il n'a pas encore été autorisé à se rendre en République islamique d'Iran. Il est essentiel que les titulaires de mandat propre à un pays puisse se rendre sur place pour effectuer leur travail, notamment engager un dialogue et apporter un soutien technique, par exemple, sur l'application des recommandations formulées par les mécanismes de l'Organisation des Nations Unies. Le fait que les autorités iraniennes refusent l'accès au pays témoigne non seulement de leur manque de coopération et de collaboration, mais est contraire à la lettre et à l'esprit des résolutions du Conseil des droits de l'homme portant création du mandat.

### **2. Privation arbitraire de la vie**

59. Tout au long de son mandat, le Rapporteur spécial s'est dit vivement préoccupé par la privation arbitraire de la vie dans le pays et par le nombre élevé de condamnations à mort et d'exécutions. Il a adressé au moins 35 recommandations aux autorités, demandant l'abolition de la peine de mort et l'abrogation des lois incompatibles avec le droit à la vie. Comme indiqué, le Rapporteur spécial regrette que les autorités iraniennes n'aient pas aboli la peine de mort ou n'aient pas limité l'application de la peine de mort aux infractions qui correspondent au seuil des « crimes les plus graves » en droit international, expression qui s'entend « uniquement des crimes d'une extrême gravité, impliquant un homicide intentionnel »<sup>77</sup>, conformément à l'article 6 (par. 2) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

60. Le Rapporteur spécial est alarmé par le recours à la peine de mort pour des actes dont la criminalisation est contraire aux obligations mises à la charge de l'État par le droit

<sup>72</sup> Voir le Haut Conseil des droits de l'homme de la République islamique d'Iran, *Women in the Islamic Republic of Iran* (février 2023).

<sup>73</sup> A/HRC/46/50, par. 39, et Borzou Daragahi, « Iranian mothers can now pass on citizenship to children in 'huge win' for campaigners », *The Independent*, 3 octobre 2019. <https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/iran-mothers-citizenship-children-new-law-latest-a9138206.html>.

<sup>74</sup> CCPR/C/IRN/CO/4, par. 4 c).

<sup>75</sup> Ibid. par. 4 a).

<sup>76</sup> A/HRC/46/50, par. 39.

<sup>77</sup> Comité des droits de l'homme, observation générale n° 36 (2018), par. 35.

international des droits de l'homme<sup>78</sup> ; par l'application de la peine de mort à des personnes reconnues coupables d'infractions liées à la sécurité nationale définies de manière vague<sup>79</sup> ; par le recours à la peine de mort en tant que mesure de rétorsion de droit privé dans les affaires de *qisas*, qui ne laisse aux juges aucune latitude s'agissant de tenir compte des circonstances particulières dans lesquelles l'infraction a été commise<sup>80</sup> ; par l'application de la peine de mort d'une manière qui constitue une torture ou un traitement cruel, inhumain et dégradant<sup>81</sup>, en violation du droit de l'accusé à un procès équitable<sup>82</sup> ; et par l'application discriminatoire de la peine de mort, les membres de groupes ethniques et religieux courant un risque disproportionné d'être condamnés à mort<sup>83</sup>.

61. Le Rapporteur spécial est également alarmé par l'augmentation inquiétante du nombre de personnes exécutées durant son mandat. Les chiffres disponibles confirment cette évolution extrêmement préoccupante : en 2018, il y a eu au moins 253 exécutions<sup>84</sup>, en 2019 280 exécutions<sup>85</sup>, en 2020 267 exécutions<sup>86</sup>, en 2021 330 exécutions<sup>87</sup>, puis leur nombre a augmenté pour atteindre 582 exécutions en 2022<sup>88</sup> et, chiffre choquant, 834 exécutions en 2023<sup>89</sup>.

### 3. Exécutions liées à la drogue

62. Le Rapporteur spécial est extrêmement préoccupé par l'augmentation exponentielle des exécutions liées à la drogue depuis 2021. Les chiffres concernant les exécutions liées à la drogue sont les suivants : 24 en 2018<sup>90</sup>, 30 en 2019<sup>91</sup>, 25 en 2020<sup>92</sup>, 126 en 2021<sup>93</sup>, 256 en 2022<sup>94</sup> et 471 en 2023<sup>95</sup>. Le Rapporteur spécial constate à nouveau avec préoccupation que les exécutions pour des infractions liées à la drogue violent les dispositions du droit international des droits de l'homme, notamment parce que ces exécutions concernent principalement des personnes vivant dans la pauvreté et appartenant à des communautés minoritaires vulnérables, en particulier la minorité baloutche.

63. Le Rapporteur spécial est alarmé par le nombre disproportionné d'exécutions de toutes sortes de membres de communautés minoritaires, en particulier les minorités baloutches et kurdes. En 2021, au moins 70 Baloutches ont été exécutés, ce qui représente 21 % de toutes les exécutions de cette année-là et 44 % de toutes les exécutions liées à la drogue<sup>96</sup>. En 2022, 147 des personnes exécutées appartenaient à la minorité baloutche. Selon des informations, au moins 170 Baloutches ont été exécutés en 2023, dont 143 pour des

<sup>78</sup> Par exemple, les infractions d'adultère, d'homosexualité et de blasphème dans le Code pénal islamique. Voir [A/76/160](#), par. 43, et Comité des droits de l'homme, observation générale n° 36 (2018), par. 36.

<sup>79</sup> Par exemple, les infractions telles que le *moharebeh*, l'*efsad-e fel-arz* et le *baghy* ; Comité des droits de l'homme, observation générale n° 36 (2018), par. 38.

<sup>80</sup> Comité des droits de l'homme, observation générale n° 36 (2018), par. 37.

<sup>81</sup> Par exemple, le recours à des exécutions publiques, à des exécutions par balles et le maintien de la lapidation comme méthode d'exécution dans le Code pénal iranien ; Comité des droits de l'homme, observation générale n° 36 (2018), par. 40.

<sup>82</sup> Par exemple, l'utilisation à grande échelle de la torture pour obtenir des aveux ; Comité des droits de l'homme, observation générale n° 36 (2018), par. 41 à 45.

<sup>83</sup> Par exemple, les diverses contributions reçues de minorités ethniques et religieuses ; Comité des droits de l'homme, observation générale n° 36 (2018), par. 44.

<sup>84</sup> [A/74/188](#), par. 7.

<sup>85</sup> [A/75/213](#), par. 29.

<sup>86</sup> [A/76/160](#), par. 46.

<sup>87</sup> [A/77/181](#), par. 10.

<sup>88</sup> [A/78/326](#), par. 29, et Iran Human Rights et ECPM, « Annual report on the death penalty in Iran 2022 », p. 12.

<sup>89</sup> Contribution adressée au Rapporteur spécial par Iran Human Rights, 15 janvier 2024, p. 1.

<sup>90</sup> [A/74/188](#), par. 7.

<sup>91</sup> [A/75/213](#), par. 29.

<sup>92</sup> [A/76/160](#), par. 46.

<sup>93</sup> [A/77/181](#), par. 15.

<sup>94</sup> [A/78/326](#), par. 29, et Iran Human Rights et ECPM, « Annual report on the death penalty in Iran 2022 », p. 12.

<sup>95</sup> Contribution adressée au Rapporteur spécial par Iran Human Rights, 15 janvier 2024, p. 1.

<sup>96</sup> [A/77/181](#), par. 21.

infractions liées à la drogue<sup>97</sup>. En ce qui concerne les prisonniers kurdes, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 25 octobre 2021, au moins 56 auraient été exécutés<sup>98</sup> ; entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 5 novembre 2022, au moins 70 ont été exécutés<sup>99</sup> ; et au moins 181 ont été exécutés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 novembre 2023<sup>100</sup>.

#### 4. Exécution d'enfants délinquants

64. Le Rapporteur spécial regrette qu'en dépit des recommandations que lui-même et ses prédécesseurs, ainsi que d'autres mécanismes et procédures de l'Organisation des Nations unies, ont formulées, les autorités iraniennes aient continué à appliquer la peine de mort à des personnes qui étaient âgées de moins de 18 ans au moment où elles ont commis leur infraction. En 2021, dans un rapport à l'Assemblée générale, le Rapporteur spécial a noté qu'au cours des trente années précédentes, plus de 70 % des exécutions d'enfants délinquants dans le monde auraient eu lieu en République islamique d'Iran<sup>101</sup> ; et en 2022, il a informé l'Assemblée générale qu'il y aurait au moins 84 enfants délinquants dans le couloir de la mort dans le pays<sup>102</sup>. En 2018, il y aurait eu au moins 7 exécutions d'enfants délinquants<sup>103</sup>, 4 en 2019<sup>104</sup>, 4 en 2020<sup>105</sup>, 2 en 2021<sup>106</sup>, 3 en 2022<sup>107</sup> et au moins 1 en 2023.

65. Le Rapporteur spécial réitère ses précédentes recommandations et demande aux autorités iraniennes de modifier d'urgence la législation afin d'interdire l'exécution de personnes ayant commis une infraction alors qu'elles étaient âgées de moins de 18 ans, et de mettre le cadre juridique en pleine conformité avec le droit international.

#### 5. Violations du droit à un procès équitable

66. Le recours à la peine de mort est particulièrement alarmant dans le contexte des violations massives du droit à un procès équitable, qui font de toute exécution une privation arbitraire de la vie en droit international. De manière plus générale, le Rapporteur spécial n'a cessé de recevoir des rapports faisant état de l'utilisation de la torture et de mauvais traitements sur des personnes arrêtées, inculpées et condamnées. La torture est fréquemment utilisée comme technique pour obtenir des aveux. Le Rapporteur spécial relève que l'article 38 de la Constitution interdit toute forme de torture et d'aveux forcés, tout comme l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Toutefois, ces garanties juridiques sont régulièrement violées dans la pratique. L'article 171 du Code pénal islamique dispose que des aveux seuls suffisent à fonder une condamnation, quels que soient les autres éléments de preuve disponibles.

67. Étant donné que les autorités ont l'habitude de s'appuyer sur des aveux, en particulier ceux obtenus par la torture, et sont vivement encouragées à le faire, le Rapporteur spécial recommande l'abrogation d'un certain nombre de dispositions, en particulier l'article 171 du Code pénal islamique et l'article 360 du Code de procédure pénale.

68. Le Rapporteur spécial reste également préoccupé par la violation du droit à un procès équitable en refusant au défendeur les services d'un avocat ou, en particulier, d'un avocat de son choix. Il est préoccupé par l'application continue des notes relatives aux articles 48 et 302 du Code de procédure pénale, selon lesquelles dans le cas de personnes accusées

<sup>97</sup> Contributions adressées au Rapporteur spécial par Iran Human Rights, 15 janvier 2024, p. 1, et Association des Chercheurs Iraniens. Voir également Balochistan Human Rights Group, « Annual report 2023 ».

<sup>98</sup> Voir Kurdistan Human Rights Association – Genève, « Interim annual report on the situation of human rights in Kurdistan of Iran for the period 1st January to October 25th 2021 » (octobre 2021).

<sup>99</sup> Kurdistan Human Rights Association – Genève, « Interim annual report on the situation of human rights in Kurdistan of Iran for the period 1st January to September 30th 2022 » (octobre 2022).

<sup>100</sup> Kurdistan Human Rights Association – Genève, « Interim report on the situation of human rights in Kurdistan of Iran for the period 1st January to 30 November, 2023 ».

<sup>101</sup> A/76/160, par. 58.

<sup>102</sup> A/78/326, par. 25.

<sup>103</sup> A/74/188, par. 10.

<sup>104</sup> A/75/231, par. 30.

<sup>105</sup> A/76/160, par. 59.

<sup>106</sup> A/77/181, par. 10.

<sup>107</sup> A/HRC/52/67, par. 63.

d'infractions passibles de la peine de mort, de la réclusion à perpétuité ou « d'infractions politiques ou de délits de presse », le choix du représentant légal, au stade de l'enquête, est limité aux avocats qui figurent sur une liste approuvée par le chef du pouvoir judiciaire.

69. Le Rapporteur spécial reste extrêmement préoccupé par la poursuite des activités des tribunaux révolutionnaires. Ces tribunaux, créés après la Révolution islamique de 1979, ont tenu des procès sommaires et arbitraires pour exterminer les opposants politiques à la Révolution. Cependant, ils ont continué à fonctionner et n'ont cessé de violer les droits fondamentaux, y compris les droits à une procédure régulière et à un procès équitable, consacrés par l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ce sont les tribunaux révolutionnaires qui ont prononcé l'immense majorité des condamnations à mort ; ils sont notamment responsables de milliers d'exécutions sommaires et arbitraires<sup>108</sup>. Les statistiques disponibles indiquent qu'au cours de la période 2010-2020, sur 6 033 exécutions, 3 619 (59 %) étaient fondées sur des condamnations à mort prononcées par les tribunaux révolutionnaires<sup>109</sup>.

## 6. Situation des femmes et des filles

70. Tout au long de son mandat, le Rapporteur spécial a formulé des recommandations demandant aux autorités d'éliminer, en droit et en pratique, toutes les formes de persécution, de discrimination et de violence à l'égard des femmes et des filles ; de prendre toutes les mesures nécessaires pour favoriser leur participation à la vie publique dans des conditions d'égalité ; de veiller à ce que les droits des femmes défenseuses des droits de l'homme soient protégés ; de ratifier et d'appliquer pleinement la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Il regrette que les autorités iraniennes aient effectivement maintenu un système d'apartheid entre les sexes et aient continué d'imposer des lois, des politiques et des pratiques draconiennes qui violent de plus en plus les droits humains et la dignité des filles et des femmes iraniennes. Le Rapporteur spécial exhorte les autorités iraniennes à respecter les droits humains et la dignité de toutes les filles et femmes iraniennes et à leur permettre de choisir en toute connaissance de cause la manière dont elles s'expriment, en particulier en ce qui concerne leurs vêtements<sup>110</sup>.

71. Le Rapporteur spécial demande que les autorités arrêtent immédiatement de surveiller la tenue vestimentaire ou le comportement des femmes dans la sphère publique ou privée par l'intermédiaire de la police des mœurs ou de technologie de surveillance.

72. Le Rapporteur spécial a clairement indiqué à de nombreuses reprises que la violence à l'encontre des filles et des femmes était inacceptable. Toutefois, il est choqué par la persistance de lois et de pratiques qui continuent de favoriser et d'alimenter la violence à l'égard des femmes et des filles. Des lois misogynes et des pratiques et comportements discriminatoires ont continué d'influer sur de nombreux aspects de la vie publique et privée. Le système de justice pénale continue d'exonérer les auteurs de violences à l'encontre des femmes et des filles, ou de réduire leurs peines<sup>111</sup>, et de les exonérer de la responsabilité pénale et de *qisas*, par exemple dans le cas d'un homme témoin de l'adultère de sa femme, qui tue ou agresse une des parties ou les deux<sup>112</sup>.

73. Le Rapporteur spécial reste profondément préoccupé par l'âge de la responsabilité pénale en République islamique d'Iran. Outre que cela est discriminatoire du point de vue du genre et contraire au droit international des droits de l'homme, le fait de considérer des fillettes comme pénalement responsables dès l'âge de 9 ans pour les crimes de *qisas* et de *hudud* a donné lieu à des affaires tragiques, dans lesquelles des filles reconnues coupables ont été condamnées à mort et exécutées. Lorsque l'on examine ces affaires, il est tragique de constater que les filles qui ont été exécutées étaient elles-mêmes victimes, souvent de violences domestiques ou de mariages forcés. Le Rapporteur spécial s'était déjà alarmé des

<sup>108</sup> Voir, par exemple, <https://www.bbc.co.uk/news/magazine-34550377>.

<sup>109</sup> Iran Human Rights et ECPM, « Annual report on the death penalty in Iran 2020 », p. 68.

<sup>110</sup> CCPR/C/IRN/CO/4, par. 20 b).

<sup>111</sup> A/HRC/46/50, par. 51.

<sup>112</sup> Ibid. et Code pénal islamique, art. 301 et 630.

exécutions de Mahboubeh Mofidi et de Zeinab Sekaanvand en 2018<sup>113</sup> et exprime sa profonde consternation concernant l'exécution de Samira Sabzian, en décembre 2023<sup>114</sup>.

74. Le Rapporteur spécial regrette l'absence quasi-totale de femmes aux postes de décision dans les structures politique et administrative du pays, ce dont témoigne le refus d'accepter la candidature d'une femme aux postes de Guide de la Révolution et de Président. Actuellement, aucune femme ne siège à l'Assemblée des experts, au Conseil de discernement ou à l'influent Conseil des gardiens. La représentation des femmes reste faible au Parlement iranien : à l'issue des élections législatives de février 2020, seules 16 des 290 sièges (5,8 %) ont été remportés par des femmes et 60 % de toutes les candidates ont été disqualifiées par le Conseil des gardiens<sup>115</sup>. Il n'y a pas de femme ministre au Gouvernement et si trois femmes avaient été nommées gouverneurs de comté sur 430 postes de gouverneur, elles ont toutes été remplacées après l'élection d'Ebrahim Raisi à la présidence. En septembre 2023, une femme était censée occuper un poste de gouverneur de comté et une autre celui de vice-présidente chargée des femmes et des affaires familiales<sup>116</sup>. Les femmes sont inéligibles à la tête du pouvoir judiciaire et ne peuvent être nommées juges.

75. L'âge du mariage est lié à l'âge de la maturité. Pour les filles, il est actuellement de 13 ans, et des filles encore plus jeunes peuvent être mariées à la demande du père et avec l'approbation des tribunaux<sup>117</sup>. Les mariages d'enfants sont des mariages forcés et broient la vie des fillettes. Le Rapporteur spécial est extrêmement préoccupé par l'augmentation du nombre de mariages d'enfants au cours des dernières années. Il exhorte les autorités à suivre les recommandations formulées par le Comité des droits de l'homme<sup>118</sup>, le Comité des droits de l'enfant et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes<sup>119</sup> visant à mettre fin aux mariages d'enfants et à relever l'âge minimum du mariage à 18 ans pour les femmes comme pour les hommes.

76. Même si les filles et les femmes disposent de possibilités d'éducation, la déception est grande face à la discrimination fondée sur le genre qui est pratiquée à tous les niveaux institutionnels, et qui caractérise la loi, les pratiques et les attitudes sociétales.

77. Pour parvenir à une égalité totale entre les femmes et les hommes, il est impératif que la République islamique d'Iran adhère aux recommandations formulées par le Rapporteur spécial dans ses rapports précédents, notamment en mettant fin à la discrimination fondée sur le genre dans la sphère privée, dans les lois et pratiques familiales et dans l'emploi, et en adoptant des lois et des mécanismes efficaces pour lutter contre la discrimination sur le lieu de travail<sup>120</sup>. Il faut également lever tous les obstacles qui ont empêché les femmes de participer pleinement et effectivement aux activités culturelles et sportives. Pour parvenir à une égalité totale de droit et de fait, il faut modifier la Constitution et la législation, supprimer les restrictions à la participation égale et effective des femmes et des jeunes filles aux affaires de l'État et faire en sorte que les femmes aient accès à toutes les fonctions politiques et judiciaires dans des conditions d'égalité<sup>121</sup>. Le Rapporteur spécial exhorte les autorités iraniennes à ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, sans aucune réserve, et à veiller à ce que les lois et les politiques nationales soient pleinement conformes à leurs obligations internationales.

<sup>113</sup> A/HRC/46/50, par. 46, voir également <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2018/02/zeid-urges-iran-stop-violating-international-law-executing-juvenile> ; et <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2018/10/bachelet-urges-iran-stop-executing-juvenile-offenders?LangID=E&NewsID=23689>.

<sup>114</sup> Voir Namita Singh, « Iran executes child bride who killed abusive husband », *The Independent*, 21 décembre 2023.

<sup>115</sup> A/HRC/46/50, par. 55.

<sup>116</sup> Impact Iran, contribution de la coalition, p. 40.

<sup>117</sup> Voir Code civil, art. 1041, et A/HRC/46/50, par. 43.

<sup>118</sup> CCPR/C/IRN/CO/4, par. 17 c).

<sup>119</sup> Recommandation générale conjointe n° 31 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes/observation générale n° 18 du Comité des droits de l'enfant (2019), par. 55 f).

<sup>120</sup> A/HRC/46/50, par. 44, 45, 57 et 58.

<sup>121</sup> A/HRC/46/50, par. 57 à 59 et 60 à 62.



## 7. Situation des minorités

78. Au cours de son mandat de six ans, le Rapporteur spécial est resté extrêmement préoccupé par les violations effroyables perpétrées contre des minorités ethniques, linguistiques et religieuses. Les minorités ethniques, notamment les Kurdes, les Baloutches, les Arabes ahvazi et les Turcs d'Azerbaïdjan, ont toujours été harcelées, prises pour cible et victimisées, et privées de leurs droits fondamentaux à l'égalité et à la non-discrimination, ainsi que de leur identité et de leurs droits linguistiques et culturels. Nombre de groupes ethniques, en particulier les Baloutches et les Kurdes, sont confrontés à l'extrême pauvreté et au dénuement et se voient refuser l'accès à l'infrastructure politique et économique nécessaire à la croissance et au développement. Ils font en outre l'objet d'une forte discrimination dans l'accès à la justice et à la participation politique, et sont privés de leurs droits d'accès à l'éducation et à l'emploi, aux soins de santé et aux services publics de base. Le militantisme pacifique des membres de groupes minoritaires en faveur des droits de l'homme et des droits des minorités a souvent été considéré comme une menace pour la sécurité nationale par les services de sécurité, ce qui a donné lieu à un nombre disproportionné d'arrestations, de détentions et d'exécutions.

79. La République islamique d'Iran est un État théocratique, dont la religion officielle est l'islam chiite duodécimain. Les dispositions de la Constitution et de la législation civile et pénale sont très discriminatoires à l'égard des minorités religieuses non chiites. Alors que la Constitution de la République islamique d'Iran de 1979 (modifiée en 1989) dispose que les chrétiens, les juifs et les zoroastriens sont les « seules minorités religieuses reconnues »<sup>122</sup>, les minorités religieuses non reconnues, en particulier les Baha'is, les personnes converties au christianisme, les soufis, y compris l'ordre Gonabadi, les yarsanis et les mandéens sabéens, continuent d'être la cible d'une législation discriminatoire et d'une persécution persistante. L'absence de reconnaissance constitutionnelle et juridique de ces minorités religieuses s'est traduite par un déni de leurs droits fondamentaux et de leurs droits en tant que minorités.

80. Depuis plus de quarante ans, les membres de la foi baha'ie, la plus grande minorité religieuse non musulmane qui n'est pas reconnue par la Constitution, sont victimes des formes les plus flagrantes de violations des droits de l'homme, parmi lesquelles : exécutions, persécutions, privation des droits de propriété, profanation et destruction de cimetières, violences et arrestations arbitraires, déni des droits à l'éducation, fermetures d'entreprises, propagande haineuse, injustices sociales et inégalités dans tous les domaines de la vie publique et privée<sup>123</sup>. Les conversions de l'islam à d'autres religions n'étant pas autorisées, les personnes converties au christianisme risquent l'apostasie et le blasphème, qui sont passibles de la peine de mort. Les personnes converties au christianisme sont prises pour cible et harcelées, et beaucoup de celles qui ont été arrêtées sont accusés de « propagande contre le système », de « propagation de christianisme évangélique sioniste » ou d'« administration et gestion des églises informelles »<sup>124</sup>. La persécution systématique des convertis au christianisme, à l'initiative de l'État, y compris la négation forcée de leur droit à la liberté de religion ou de conviction, constitue une violation substantielle de leurs droits. Le Rapporteur spécial recommande à nouveau aux autorités de veiller à ce que toutes les personnes soient traitées de manière égale devant la loi et dans la pratique, sans distinction aucune, notamment de race, de sexe, de langue, de religion, d'orientation sexuelle, d'opinion politique ou de toute autre opinion<sup>125</sup>, et de garantir à chaque Iranien le droit à la liberté de religion ou de conviction, conformément à l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>126</sup>.

## 8. Persistance de l'impunité institutionnelle et absence de mécanisme de responsabilité

81. Le Rapporteur spécial regrette qu'aucune de ses recommandations visant à mettre fin à l'impunité institutionnelle et à garantir l'établissement des responsabilités pour les

<sup>122</sup> [https://www.iranchamber.com/government/laws/constitution\\_ch01.php](https://www.iranchamber.com/government/laws/constitution_ch01.php), art. 13.

<sup>123</sup> A/74/188, par. 47 à 56 ; A/HRC/49/75, par. 45 ; et A/78/326, par. 37.

<sup>124</sup> A/74/188, par. 59.

<sup>125</sup> A/74/188, par. 97 e).

<sup>126</sup> Ibid., par. 97 f).

violations graves des droits de l'homme n'ait été appliquée. La persistance de l'impunité et l'absence de mécanisme de responsabilité restent une caractéristique notable mais regrettable du système constitutionnel, politique et juridique de la République islamique d'Iran. En mars 2022, le Rapporteur spécial a indiqué au Conseil des droits de l'homme que : « L'impunité institutionnelle et l'absence d'un système permettant d'amener les responsables de violations des droits de l'homme à répondre de leurs actes caractérisent l'ensemble du système politique et juridique de la République islamique d'Iran. L'absence de mécanisme de responsabilité résulte des diverses défaillances observées au sein des structures étatiques, notamment de la négation des principes d'état de droit et de séparation des pouvoirs. ».<sup>127</sup>

82. Les événements qui se sont produits à la fin de 2022, notamment la mort en garde à vue de M<sup>me</sup> Amini le 16 septembre 2022, sont venus confirmer ce que le Rapporteur spécial avait décrit dans son rapport de mars 2022. Le Rapporteur spécial est extrêmement préoccupé par l'absence d'enquête indépendante, impartiale et transparente sur la mort en garde à vue de M<sup>me</sup> Amini, ainsi que sur les meurtres de centaines de personnes, en particulier des femmes et des enfants, dans le cadre des manifestations qui ont suivi. Le Rapporteur spécial a signalé que les forces de sécurité avaient recours à une force meurtrière illégale et avaient ainsi entraîné la mort d'au moins 537 manifestants, dont au moins 68 enfants et 48 femmes, et fait des centaines de blessés, tandis que des milliers de personnes auraient été arrêtées, détenues ou incarcérées<sup>128</sup>. Il est extrêmement décevant de constater que, malgré les grandes tragédies vécues par le peuple iranien, les autorités n'ont mené aucune enquête impartiale, indépendante et transparente sur les faits qui se sont produits. Aucun responsable de la sécurité ni aucun autre officier concerné n'a été amené à rendre des comptes, n'a été sanctionné ou démis de ses fonctions.

83. De même, le Rapporteur spécial regrette que les autorités n'aient pas mené d'enquêtes indépendantes, impartiales et transparentes sur l'empoisonnement présumé de milliers d'écolières en 2022 et 2023<sup>129</sup>. Les autorités ont affirmé avoir enquêté à ce sujet, mais nul ne sait à ce jour si des personnes ont été tenues pour responsables des empoisonnements ciblés dans des écoles de filles.

84. Durant les manifestations nationales, les membres des minorités ethniques et religieuses, en particulier les Baloutches et les Kurdes, ont été pris pour cible et ont fait l'objet d'une répression brutale de la part des forces de sécurité. Comme cela a déjà été indiqué, plus de la moitié des personnes tuées dans les manifestations étaient originaires de provinces peuplées de Kurdes et de Baloutches, les enfants de ces deux groupes minoritaires constituant 63 % des enfants victimes recensés<sup>130</sup>. Les preuves et témoignages de meurtres systématiques, de disparitions forcées, d'actes de torture, de blessures graves, d'actes de répression extrême, de persécutions, de viols, de violences, y compris la violence sexuelle et la violence fondée sur le genre, et d'arrestations massives et arbitraires par les pouvoirs publics qui ont été présentés au Rapporteur spécial depuis septembre 2022 l'ont amené à considérer que des crimes contre l'humanité pourraient avoir été commis<sup>131</sup>.

85. Comme le Rapporteur spécial l'a déjà fait observer, il regrette qu'en ne répondant pas à ses préoccupations concernant la persistance de l'impunité, les autorités n'aient pas entrepris de se donner, sous forme de loi ou de politique, un arsenal répressif instituant des voies de droit effectives afin que la vérité soit faite, que la justice soit rendue et que des violations graves des droits de l'homme, dont la privation de la vie, ne soient plus commises.

86. Outre les atrocités les plus récentes, le Rapporteur spécial, d'autres mécanismes relatifs aux droits de l'homme et la société civile ont recueilli des exemples passés de violations graves des droits de l'homme, notamment de meurtres, d'actes de torture, d'arrestations, de détentions, d'exécutions et de disparitions forcées d'un grand nombre de personnes au cours des manifestations nationales organisées en 2009, 2019, 2020 et 2021. Il existe aussi d'autres exemples de disparitions forcées à grande échelle et d'exécutions sommaires et arbitraires de dissidents politiques réels ou supposés, y compris des enfants, datant de 1981, 1982 et 1988.

<sup>127</sup> A/HRC/49/75, par. 48.

<sup>128</sup> A/78/326, par. 9.

<sup>129</sup> Ibid., par. 54 à 57.

<sup>130</sup> A/HRC/52/67, par. 28.

<sup>131</sup> Ibid., par. 13 à 62 et 75 (al. f).

Le Rapporteur spécial constate avec regret que les autorités iraniennes n'ont mené aucune enquête ou investigation sur ces faits et que les responsables n'ont toujours pas eu à répondre de leurs actes<sup>132</sup>. L'appareil d'État, quant à lui, a été mobilisé pour détruire toutes les preuves restantes de ces crimes, ainsi que pour harceler et cibler les personnes cherchant à établir les responsabilités et à obtenir justice, l'État ayant vraisemblablement pour politique officielle d'effacer ces événements de la mémoire collective<sup>133</sup>.

87. La culture de l'impunité s'est transformée en une politique d'intimidation, de harcèlement et de persécution de tous ceux qui cherchent à obtenir des comptes, la vérité et la justice. Profondément ancrée, l'impunité institutionnelle s'est traduite par un harcèlement systématique des défenseurs et défenseuses des droits de l'homme, des avocats et avocates et de ceux qui font campagne pour l'établissement des responsabilités, selon un modèle qui s'est mis en place au cours de plusieurs décennies, où les victimes de violations des droits de l'homme et leurs familles se voient constamment et systématiquement refuser la vérité et l'accès à la justice.

88. Le Rapporteur spécial regrette que le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire et sa politisation constante, notamment par le recours aux tribunaux révolutionnaires, ait en grande partie empêché l'établissement des responsabilités. Le pouvoir judiciaire, y compris les tribunaux révolutionnaires, viole constamment l'État de droit, les principes de justice naturelle et les obligations internationales en matière de droits de l'homme contractées par la République islamique d'Iran. Les autorités iraniennes ont toujours refusé de mener des enquêtes sur les violations flagrantes des droits de l'homme qui soient conformes au droit international, malgré les appels répétés des organes et experts de l'Organisation des Nations Unies et des organisations de défense des droits de l'homme en faveur de telles enquêtes. Au lieu d'être autorisés à prendre part aux enquêtes, les victimes, leurs familles ou leurs avocats sont souvent intimidés et maltraités dans le but de les empêcher ou de les décourager de porter plainte ou de protester.

89. Le Rapporteur spécial note avec consternation qu'une culture de l'impunité règne au niveau national et que le principe de responsabilité n'y est pas respecté. Toutefois, ces dernières années, on a vu apparaître la possibilité de demander des comptes à l'État au titre du droit international et d'amener les responsables à rendre compte de leurs actes devant des juridictions étrangères et internationales ou par l'exercice de la compétence universelle. Les familles des personnes tuées lorsque le vol 752 d'Ukrainian Airlines s'est écrasé sont toujours victimes d'une grave injustice et veulent que les responsabilités soient établies, que la vérité soit révélée et que la justice soit rendue<sup>134</sup>. En juillet 2023, le Canada, la Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Ukraine ont engagé une procédure contre la République islamique d'Iran devant la Cour internationale de Justice au sujet de l'avion de ligne ukrainien abattu par les autorités iraniennes, affirmant que l'Iran avait « manqué à son obligation de mener une enquête et d'engager des poursuites pénales en toute impartialité, transparence et équité, ainsi que le requiert le droit international »<sup>135</sup>. En juillet 2022, faisant usage de la compétence universelle, le tribunal de district de Stockholm a reconnu Hamid Nouri coupable de crimes de guerre et de meurtre, et l'a condamné à la prison à perpétuité pour son rôle dans les massacres de 1988 en République islamique d'Iran, au cours desquels des milliers de prisonniers politiques ont été exécutés sur ordre de l'ayatollah Ruhollah Khomeini, alors Guide de la Révolution<sup>136</sup>. Le 12 décembre 2023, la Cour d'appel de Stockholm a confirmé la condamnation de Hamid Nouri<sup>137</sup>.

<sup>132</sup> A/HRC/49/75, par. 59.

<sup>133</sup> Ibid et voir également la communication IRN 20/2020, disponible à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=25503>.

<sup>134</sup> Voir <https://www.ps752justice.com/the-associations-statement-on-the-4th-anniversary-of-downing-of-flight-ps752/>.

<sup>135</sup> Voir <https://www.icj-cij.org/fr/node/202866>.

<sup>136</sup> A/HRC/52/67, par. 72. Voir également <https://www.aljazeera.com/news/2022/7/14/sweden-hands-life-sentence-to-ex-iranian-official-over-1988-purge> ; et <https://www.iranrights.org/newsletter/issue/126>.

<sup>137</sup> Voir <https://www.iranrights.org/newsletter/issue/139> ; et <https://www.dw.com/en/sweden-upholds-life-sentence-in-iran-prison-executions-case/a-67771180>.

## IV. Effets des sanctions économiques

90. Comme le Rapporteur spécial l'a noté dans ses précédents rapports, les sanctions ont de plus en plus d'effets sur les Iraniens ordinaires et leur jouissance de tout un éventail de droits de l'homme, notamment les droits économiques et sociaux. Elles ont eu des répercussions considérables sur l'économie iranienne, qu'il s'agisse des ventes de pétrole ou des restrictions imposées aux commerçants et aux entreprises. En juillet 2023, le taux d'inflation annuel était de 47,7 %, la hausse des prix des denrées alimentaires étant supérieure à 70 % dans 12 provinces<sup>138</sup>, ce qui fait que nombre d'Iraniens ont plus en plus de mal à exercer leurs droits économiques et sociaux de base et que la pauvreté et les inégalités augmentent, les plus démunis et les laissés-pour-compte étant touchés de plein fouet. En outre, en empêchant les transferts financiers vers le pays, le nouveau régime de sanctions a encore entravé la disponibilité et la distribution d'équipements et de fournitures médicales et pharmaceutiques essentiels<sup>139</sup>.

## V. Conclusions et recommandations

91. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran recommande à la République islamique d'Iran de collaborer et de coopérer avec le titulaire du mandat, notamment en l'autorisant à se rendre dans le pays.

92. Le Rapporteur spécial demande aux autorités de légiférer pour abolir immédiatement la peine de mort pour toutes les infractions. Dans l'attente d'une abolition complète, il recommande aux autorités :

a) D'instaurer immédiatement un moratoire sur les exécutions et de commuer toutes les condamnations à mort ;

b) D'abolir la peine de mort pour les infractions qui ne relèvent pas de la catégorie des « crimes les plus graves » au regard du droit international des droits de l'homme ;

c) D'imposer un moratoire immédiat sur toutes les exécutions liées à la drogue ;

d) De modifier d'urgence la législation pour interdire l'exécution de personnes ayant commis une infraction alors qu'elles avaient moins de 18 ans, et pour commuer, dans tous les cas, la peine de mort prononcée contre des enfants ;

e) De modifier la législation pour donner aux juges des pouvoirs discrétionnaires dans les affaires de *qisas* afin de prendre en compte les circonstances atténuantes ou de choisir d'imposer des peines plus clémentes dans des cas particuliers ;

f) De mettre fin aux exécutions disproportionnées de personnes appartenant à des minorités ethniques.

93. Le Rapporteur spécial recommande aux autorités iraniennes :

a) De veiller à ce que les lois, les politiques, les pratiques et les activités de formation concernant le recours à la force meurtrière par les forces de l'ordre et les garde-frontières soient conformes aux normes internationales, notamment le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois et les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois ;

b) De veiller à ce que les prisonniers et les détenus soient protégés contre toutes les formes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de s'assurer que les aveux obtenus sous la torture ou les mauvais

<sup>138</sup> Voir <https://www.tehrantimes.com/news/487589/Tehran-province-records-lowest-inflation-rate> et <https://www.iranintl.com/en/202212090745>.

<sup>139</sup> Voir Human Rights Watch, "Maximum Pressure". *US Economic Sanctions Harm Iranians' Right to Health* (2019).

traitements ne soient jamais admis comme preuves par les tribunaux, d'établir des mécanismes d'enquête sur les allégations de torture et de décès en détention, conformément aux normes internationales, et de ratifier la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

c) De veiller à ce que toutes les personnes accusées d'une infraction, quelle qu'elle soit, aient droit à un procès équitable et à une procédure régulière, conformément à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, y compris l'accès à un avocat de leur choix à tous les stades de la procédure judiciaire ;

d) De veiller à ce que les défenseurs des droits de l'homme, notamment les défenseuses des droits humains, les avocats, les journalistes, les étrangers et les binationaux, ainsi que leurs familles, ne soient pas menacés ni soumis à des actes d'intimidation et de harcèlement, à des arrestations arbitraires, à des privations de liberté ou de la vie ou à d'autres sanctions arbitraires et de libérer toutes les personnes détenues ;

e) De libérer toutes les personnes arrêtées pour avoir exercé leurs droits à la liberté d'opinion, d'expression, d'association et de réunion pacifique ;

f) De modifier l'article 13 de la Constitution pour que toutes les minorités religieuses et les personnes qui n'ont aucune croyance religieuse soient reconnues et puissent jouir pleinement du droit à la liberté de religion ou de conviction ;

g) De modifier tous les articles du Code pénal islamique qui établissent une discrimination sur la base de la religion ou des convictions ;

h) De veiller à ce que toutes les personnes se trouvant sur le territoire de la République islamique d'Iran et relevant de sa juridiction soient traitées de manière égale devant la loi, sans distinction aucune, notamment de race, de sexe, de langue, de religion, d'orientation sexuelle et d'opinion politique ou autre ;

i) De mettre fin au ciblage, au harcèlement et à la persécution des membres des minorités religieuses reconnues et non reconnues, de s'abstenir de les prendre pour cible avec des accusations liées à la sécurité nationale et de dépénaliser l'expression pacifique de la foi ;

j) De s'abstenir de persécuter les rassemblements religieux pacifiques dans un domicile privé ou d'autres locaux et de condamner les chefs religieux, et d'arrêter de surveiller les citoyens en raison de leur identité religieuse ;

k) De permettre à tous les étudiants issues de minorités ethniques et de minorités religieuses reconnues et non reconnues d'accéder pleinement et dans des conditions d'égalité aux universités d'État sur la base des résultats scolaires ;

l) De veiller à ce que les enfants des minorités ethniques puissent bénéficier d'un enseignement dans des langues minoritaires au niveau du primaire ;

m) De consacrer des ressources au développement économique, social, culturel et politique des régions peuplées par la minorité sunnite, y compris les Kurdes, les Baloutches, les Arabes ahvazi et les Azéris, et d'élaborer des politiques à cet effet ;

n) D'abroger toutes les lois et réglementations qui imposent un code vestimentaire obligatoire et d'abolir les réglementations et procédures qui font que la tenue vestimentaire ou le comportement des femmes dans la vie publique ou privée sont surveillés ou contrôlés par des organes de l'État ;

o) D'abroger toute législation qui atténue la responsabilité pénale des auteurs d'actes de violence à l'égard des femmes et des filles, notamment pour les crimes dits d'honneur et les actes criminels commis dans le cadre du mariage, ou qui exonère de leur responsabilité les auteurs de tels actes ;

p) De modifier la Constitution et d'abroger les lois et pratiques discriminatoires du point de vue du genre ;

q) D'interdire les mariages d'enfants et de fixer l'âge minimum du mariage à 18 ans ;

r) De mener des enquêtes indépendantes, impartiales, approfondies, efficaces, crédibles et transparentes sur la mort de Jina Mahsa Amini, d'Armita Garavand et de toutes les filles et femmes depuis septembre 2022, et de veiller à ce que tous les responsables aient à rendre des comptes ;

s) D'engager des enquêtes rapides, indépendantes et impartiales sur les meurtres de manifestants et sur les actes de violence, y compris les actes de torture, les disparitions forcées et les arrestations qui ont eu lieu dans le cadre des manifestations nationales depuis le 16 septembre 2022 ;

t) De mettre fin immédiatement à toutes les formes de violence, d'arrestations et de détentions arbitraires de manifestants, d'identifier et d'appréhender toutes les personnes soupçonnées d'actes criminels et violents à l'encontre des manifestants et de veiller à ce que tous les responsables aient à répondre de leurs actes ;

u) De mettre fin immédiatement à toutes les formes de violence, y compris le viol, la violence sexuelle et le harcèlement des manifestantes, de mener immédiatement des enquêtes indépendantes et impartiales sur le ciblage des filles et des femmes, les actes de violence, y compris le viol et la violence sexuelle, et la discrimination à l'égard des filles et des femmes, et de prendre immédiatement des mesures concrètes pour appréhender et punir toutes les personnes impliquées dans des crimes violents contre les filles et les femmes, y compris l'empoisonnement des filles dans les écoles ;

v) De libérer immédiatement tous les ressortissants étrangers et binationaux détenus arbitrairement ;

w) D'entreprendre des réformes de fond en vue d'instaurer un régime de responsabilité qui soit conforme au droit international, et notamment d'engager des réformes sur les plans constitutionnel, législatif et administratif afin de garantir la séparation des pouvoirs, le pluralisme politique et la participation démocratique à la gouvernance et à la prise de décisions ;

x) De mener des réformes en vue de garantir la pleine indépendance de la magistrature, notamment par la dissolution des tribunaux révolutionnaires, et d'assurer la transparence de la procédure de nomination des juges, qui devrait être fondée sur le mérite et ne devrait pas être soumise à des conditions discriminatoires.

94. Le Rapporteur spécial exhorte la communauté internationale à donner la priorité aux questions relatives aux droits de l'homme et à l'application des obligations internationales en matière de droits de l'homme dans toutes les négociations et tous les accords avec la République islamique d'Iran.

95. Le Rapporteur spécial exhorte la communauté internationale à demander que soient traduits en justice les responsables de faits anciens, survenus au cours d'événements marquants, qui à ce jour restent impunis, notamment des disparitions forcées et des exécutions sommaires et arbitraires de 1981 et 1988 et des faits survenus en rapport avec les manifestations de novembre 2019.

96. Le Rapporteur spécial exhorte les États qui imposent des sanctions à la République islamique d'Iran de veiller à ce que des mesures telles que des dérogations pour raison humanitaire soient appliquées largement et concrètement, dans les meilleurs délais et de manière efficace, afin d'atténuer le plus possible les effets préjudiciables de ces sanctions sur les droits de l'homme.

## Annexe

## Recommandations du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, Javaid Rehman

Year	Para. N°	Source reference	Full recommendation
2018	33	<a href="#">A/73/398</a>	The Special Rapporteur reiterates the previous calls made by his predecessor and the Secretary-General that all those arrested for the peaceful exercise of the rights to freedom of assembly and of opinion and expression be released, including those arrested during the protests in December 2017 and January 2018. The Special Rapporteur further calls upon the Government to undertake an independent and transparent investigation into the reported deaths in custody and other incidents leading to alleged violations of rights that took place during and after the protests.
2018	34	<a href="#">A/73/398</a>	The Special Rapporteur calls upon the Government to uphold the fundamental human rights of freedom of opinion and expression and to repeal all laws and policies which criminalize or restrict online expression, with online content to be restricted only by independent and impartial judicial decisions.
2018	35	<a href="#">A/73/398</a>	The Special Rapporteur expresses his grave concern at the continuing execution of juvenile offenders in the Islamic Republic of Iran and calls upon the Government to immediately prohibit all executions of persons charged with offences that they committed when under the age of 18 years. He further recommends that the Government abolish the death penalty in all cases and, pending that measure, introduce a moratorium.
2018	36	<a href="#">A/73/398</a>	The Special Rapporteur calls upon the Government to ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and urges the Government to enact laws prohibiting the punishments of flogging and amputations, as they represent cruel, inhuman or degrading punishments and violate articles 7 and 10 of the International Covenant on Civil and Political Rights.
2018	37	<a href="#">A/73/398</a>	The Special Rapporteur calls upon the Government to ratify the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women and to prohibit all forms of discrimination against women, both in law and in practice.
2018	38	<a href="#">A/73/398</a>	The Special Rapporteur calls upon the Government to fully respect the rights of religious and ethnic minorities in the Islamic Republic of Iran and to ensure that all those who reside in the country have equal protection before the law, regardless of ethnicity, religion or belief.
2019	70a	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government and Parliament: (a) Pending abolishment, remove from the scope of the death penalty any offence other than the “most serious crimes, Åö” which are confined to intentional killing, and ensure that all those sentenced to death for other offences have their sentences commuted. Amend legislation to ensure that any person sentenced to death, including on the basis of <i>qisas</i> , can seek pardon or commutation from the State.
2019	70b	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government and Parliament: Ensure that prisoners are protected from all forms of torture and other ill-treatment. Ensure that confessions obtained through such treatment are never admitted as evidence against the accused.
2019	70c	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government and Parliament: Amend the Penal Code and the Code of Criminal Procedure to ensure that confessions alone are not sufficient for admission of guilt.
2019	70d	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government and Parliament: Ensure that medical care is urgently provided to those individuals in detention who need it, including those identified in the present report, in light of the imminent threat to life or serious deterioration of their health. Ensure that all individuals in custody receive

Year	Para. N°	Source reference	Full recommendation
			adequate, prompt and regular health care, including specialist care as needed, on the basis of their informed consent.
2019	70e	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government and Parliament: Ensure that deaths in custody, and allegations of violations of due process and of ill-treatment are promptly, independently, impartially and effectively investigated by an independent competent authority with a view to bringing those suspected of criminal responsibility to justice in compliance with their right to a fair trial.
2019	70f	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government and Parliament: Ensure that all persons accused of any crime are assured access to a lawyer of their choosing during all stages of the judicial process, including during the initial investigation and interrogation stage, and are provided with legal aid as needed.
2019	70g	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government and Parliament: Ensure that all prisoners with health conditions for whom staying in prison would mean an exacerbation of their condition are not detained in prison, and issue alternative sentences if there is no prospect of recovery through the full implementation of article 502 of the Code of Criminal Procedure.
2019	70h	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government and Parliament: Protect the rights of all persons belonging to religious and ethnic minorities and address all forms of discrimination against them, and release all those imprisoned for having exercised their right to freedom of religion or belief.
2019	70i	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government and Parliament: Ensure that all those arrested for the peaceful exercise of their rights to freedom of opinion, expression, assembly and association are released. Promptly report to the families the whereabouts and situation of individuals taken into custody.
2019	70j	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government and Parliament: Ensure that human rights defenders, including women human rights defenders, and lawyers and journalists are not threatened with or subjected to intimidation, harassment, arbitrary arrest, deprivation of liberty or other arbitrary sanction, and release all those detained in connection with their work.
2019	70k	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government and Parliament: Implement the recommendations reflected in the opinions of the Working Group on Arbitrary Detention, and address patterns of violations highlighted by the Working Group with respect to dual and foreign nationals.
2019	70l	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government and Parliament: Take all measures necessary to mitigate some of the effects of economic sanctions, and to meet its obligations under the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, including on the protection of vulnerable groups. Establish a transparent financial mechanism to ensure that trade in medicines and other essential humanitarian items continues.
2019	71	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that sanctions-imposing countries take all steps to ensure that sanctions in the Islamic Republic of Iran do not undermine human rights, including by ensuring that humanitarian and procedural safeguards and exemptions prevent a harmful impact on the enjoyment of human rights.
2019	73a	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that Parliament: Urgently amend legislation to prohibit the execution of persons who committed a <i>hudud</i> or <i>qisas</i> crime while below the age of 18 years and as such are children. Urgently amend the legislation to commute all existing sentences for child offenders on death row.
2019	73b	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that Parliament: Withdraw the general reservation to the Convention on the Rights of the Child given that such a general reservation is not compatible with the object and purpose of the Convention.
2019	73c	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that Parliament: Amend the Penal Code to increase the age of criminal responsibility for <i>qisas</i> and <i>hudud</i> crimes to 18 years for



Year	Para. N°	Source reference	Full recommendation
			all children and ensure that all children are treated equally and without discrimination within the criminal justice system.
2019	74a	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the judiciary: (a) Urgently halt the planned execution of all child offenders and commute the death sentences imposed on the basis of <i>qisas</i> and <i>hudud</i> crimes for all child offenders.
2019	74b	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the judiciary: Pending legislative review, urgently issue a circular which requires all judges not to sentence children to death on the basis of <i>qisas</i> or <i>hudud</i> crimes, and which requires presiding judges to order retrials for all child offenders on death row without recourse to the death penalty.
2019	75a	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	Pending implementation of the aforementioned recommendations, and without prejudice to the binding obligation enshrined in the Convention on the Rights of the Child and the International Covenant on Civil and Political Rights to not sentence children to death and to not execute child offenders, the Special Rapporteur recommends that the judiciary: (a) Require courts to comprehensively assess mental development in all cases in line with article 91 of the Penal Code, and to always seek expert advice from the relevant child development, psychology, psychiatry, and social service fields as well as from the Iranian Legal Medicine Organization, with a view to ensuring that the child is exempted from the death penalty.
2019	75b	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	Ensure that any article 91 assessment is conducted on the prima facie basis that there is uncertainty about the mental development of the child, and as such a death sentence cannot be imposed. Ensure that the burden of proof is always on the prosecution to establish complete certainty about the full mental development of the child, in line with article 91. Furthermore, ensure that the child is afforded the benefit of the doubt if the assessment is not undertaken immediately after the crime.
2019	75c	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	Pending implementation of the aforementioned recommendations, and without prejudice to the binding obligation enshrined in the Convention on the Rights of the Child and the International Covenant on Civil and Political Rights to not sentence children to death and to not execute child offenders, the Special Rapporteur recommends that the judiciary: Undertake a prompt, effective and transparent review of all child offenders on death row and ensure that they are afforded legal representation and financial and other needed support to exercise their right to a retrial as provided for by article 91 of the Penal Code.
2019	75d	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	Pending implementation of the aforementioned recommendations, and without prejudice to the binding obligation enshrined in the Convention on the Rights of the Child and the International Covenant on Civil and Political Rights to not sentence children to death and to not execute child offenders, the Special Rapporteur recommends that the judiciary: Ensure that children who have been detained or arrested are interviewed only in the presence of their chosen lawyer, are immediately granted legal aid if needed, and are granted access to a family member of their choice at all times regardless of the offence they are accused of.
2019	75e	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	Pending implementation of the aforementioned recommendations, and without prejudice to the binding obligation enshrined in the Convention on the Rights of the Child and the International Covenant on Civil and Political Rights to not sentence children to death and to not execute child offenders, the Special Rapporteur recommends that the judiciary: When assessing the quality and veracity of testimony or confession offered by the child, ensure that the judge considers all circumstances of interrogation, especially the age of the child as well as the length of detention and interrogation and the presence of legal or other representatives and parents during questioning.
2019	75f	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	Pending implementation of the aforementioned recommendations, and without prejudice to the binding obligation enshrined in the Convention on the Rights of the Child and the International Covenant on Civil and Political Rights to not sentence children to death and to not execute child offenders, the Special Rapporteur recommends that the judiciary: Require that all those who deal with children in the criminal justice system, especially judges, prosecutors, medical examiners, police interrogators and other law enforcement professionals, undergo specialist, ongoing

Year	Para. N°	Source reference	Full recommendation
			and systematic training on the rights of the child. Such training should inform participants about how to take into account the child's physical, psychological, mental and social development in a manner consistent with the obligations of the Islamic Republic of Iran under international human rights law.
2019	75g	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	Pending implementation of the aforementioned recommendations, and without prejudice to the binding obligation enshrined in the Convention on the Rights of the Child and the International Covenant on Civil and Political Rights to not sentence children to death and to not execute child offenders, the Special Rapporteur recommends that the judiciary: Establish specialist and separate child courts to consider cases involving children, for all crimes including <i>qisas</i> and <i>hudud</i> crimes, in the first instance and on appeal, in all provinces. Ensure that the judges who preside over such courts, and the prosecutors who are able to bring cases before such courts, have a minimum level of professional qualifications and expert training in child sociology, child psychology and behavioural sciences.
2019	75h	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	Pending implementation of the aforementioned recommendations, and without prejudice to the binding obligation enshrined in the Convention on the Rights of the Child and the International Covenant on Civil and Political Rights to not sentence children to death and to not execute child offenders, the Special Rapporteur recommends that the judiciary: Ensure that the court takes into account the circumstances in which the child is living and the conditions in which any offence has allegedly been committed, including through the preparation, introduction and full consideration of pre-sentence reports. Ensure that the court is informed about all relevant facts about the child, such as social and family background, wealth, education and circumstances of marriage. Ensure that adequate social services capacity has been established to be able to provide such reports and is mandated to provide such advice.
2019	75i	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	Pending implementation of the aforementioned recommendations, and without prejudice to the binding obligation enshrined in the Convention on the Rights of the Child and the International Covenant on Civil and Political Rights to not sentence children to death and to not execute child offenders, the Special Rapporteur recommends that the judiciary: Ensure that detention pending trial is only used as a measure of last resort and for the shortest possible period of time for children accused of any crime, including <i>qisas</i> and <i>hudud</i> crimes.
2019	75j	<a href="#">A/HRC/40/67</a>	Pending implementation of the aforementioned recommendations, and without prejudice to the binding obligation enshrined in the Convention on the Rights of the Child and the International Covenant on Civil and Political Rights to not sentence children to death and to not execute child offenders, the Special Rapporteur recommends that the judiciary: Provide the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights and the Special Rapporteur with a list of all child offenders on death row.
2019	96a	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader and relevant legislative institutions: Amend article 13 of the Constitution to ensure that all religious minorities and those who do not hold any religious beliefs are recognized and able to fully enjoy the right to freedom of religion or belief.
2019	96b	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader and relevant legislative institutions: Amend all articles in the Islamic Penal Code that discriminate on the basis of religion or belief.
2019	96c	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader and relevant legislative institutions: (c) Amend existing legislation to abolish the death penalty for crimes not meeting the "most serious crime" threshold according to international human rights law.
2019	96d	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader and relevant legislative institutions: (d) Urgently amend legislation to prohibit the execution of persons who committed a <i>hudud</i> or <i>qisas</i> crime while under 18 years of age and who, accordingly, are children.

<i>Year</i>	<i>Para. N°</i>	<i>Source reference</i>	<i>Full recommendation</i>
2019	96e	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader and relevant legislative institutions: (e) Urgently amend the legislation to commute all existing sentences for child offenders on death row.
2019	96f	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader and relevant legislative institutions: (f) Repeal the established gozinesh requirements and any other policies that condition access to employment on the basis of individual beliefs, in line with the Constitution.
2019	97a	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government of the Islamic Republic of Iran: a) Permit the United Nations Special Rapporteur on the situation of human rights in the Islamic Republic of Iran to enter the country for monitoring visits.
2019	97b	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government of the Islamic Republic of Iran: b) Ensure that all persons accused of any crime are afforded due process and fair trial guarantees, including access to a lawyer of their choosing during all stages of the judicial process and are provided with legal aid and access to interpreters during court proceedings.
2019	97c	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government of the Islamic Republic of Iran: c) Ensure that human rights defenders, including women human rights defenders, and human rights lawyers and journalists are not threatened with or subjected to intimidation, harassment, arbitrary arrest, deprivation of liberty or other arbitrary sanction, and release all those detained in connection with their work.
2019	97d	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government of the Islamic Republic of Iran: d) Immediately release all dual and foreign nationals arbitrarily detained in the Islamic Republic of Iran.
2019	97e	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government of the Islamic Republic of Iran: e) Ensure that all individuals within its territory and subject to its jurisdiction are treated equally before the law without distinction of any kind such as race, sex, language, religion, sexual orientation and political or other opinion.
2019	97f	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government of the Islamic Republic of Iran: f) In accordance with article 18 of the International Covenant on Civil and Political Rights, to which the Islamic Republic of Iran is a party, ensure that everyone has the right to freedom of thought, conscience and religion, including the freedom to have or to adopt a religion or belief of their choice, or not to have or adopt a religion, and the freedom, either individually or in community with others and in public or private, to manifest their religion or belief in worship, observance, practice and teaching.
2019	97g	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government of the Islamic Republic of Iran: g) Refrain from targeting members of recognized and non-recognized religious minorities with national security-related charges and end the criminalization of the peaceful expression of faith.
2019	97h	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government of the Islamic Republic of Iran: h) Cease the indiscriminate killings of border couriers and take measures to regularize their work.
2019	97i	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government of the Islamic Republic of Iran: i) Allow places of worship for all religious minorities to be opened, including Sunni mosques and new churches throughout the country.
2019	97j	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government of the Islamic Republic of Iran: j) Refrain from persecuting peaceful religious gatherings in private homes and other premises, refrain from convicting religious leaders and cease the monitoring of citizens on account of their religious identity.
2019	97k	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government of the Islamic Republic of Iran: k) Allow all students of ethnic and recognized and non-recognized religious minorities full and equal access to State universities on the basis of academic merit.

<i>Year</i>	<i>Para. N°</i>	<i>Source reference</i>	<i>Full recommendation</i>
2019	97l	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government of the Islamic Republic of Iran: l) Ensure that minority languages are made available to children of ethnic minorities at the primary school level.
2019	97m	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government of the Islamic Republic of Iran: m) Develop policies and direct resources for the economic, social, cultural and political development of areas populated by the Sunni minority, including Kurds, Baluchis and Azeris.
2019	97n	<a href="#">A/74/188</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government of the Islamic Republic of Iran: n) Implement all the previous recommendations made by the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Islamic Republic of Iran.
2020	68a	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Undertake prompt, independent and impartial investigations into all acts of violence that have taken place in the context of the November 2019 protests, including deaths of protesters and reported deaths in custody, and into reports of ill-treatment, and to hold those responsible accountable.
2020	68b	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Ensure that all those arrested, including those arrested during the November 2019 protests, for the peaceful exercise of their rights to freedom of opinion, expression, assembly and association are released, and ensure also that the detaining authorities promptly report the whereabouts and situation of detainees to their families.
2020	68c	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Take all measures necessary to mitigate the effects of economic sanctions, meet the obligations of the Islamic Republic of Iran under the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, including on the protection of vulnerable groups, and establish transparent financial mechanisms to ensure that trade in medicines and other essential humanitarian items continues.
2020	68d	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Pending its abolishment, remove the death penalty as punishment for all offences other than the most serious crimes, which involve intentional killing, and ensure that all individuals sentenced to death for offences other than intentional killing have their sentences commuted.
2020	68e	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Ensure that prisoners and detainees are protected from all forms of torture and ill-treatment and that confessions obtained through torture or ill-treatment are never admitted as evidence against the accused.
2020	68f	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Amend the Islamic Penal Code and the Code of Criminal Procedure to ensure that confessions alone are not sufficient for establishing guilt.
2020	68g	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Ensure that all persons accused of any crime have access to a lawyer of their choosing during all stages of the judicial process, including during the initial investigation and interrogation stage, and are provided with legal aid as needed.
2020	68h	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Protect the rights of all persons belonging to religious and ethnic minorities, address all forms of discrimination against them and release all those imprisoned for having exercised their right to freedom of religion or belief.
2020	68j	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Ensure that human rights defenders, including women human rights defenders, lawyers and journalists, are not threatened with or subjected to intimidation, harassment, arbitrary arrest, deprivation of liberty or other arbitrary sanction, and release all those detained in connection with their work.
2020	68i	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Ensure that lethal force is used only when strictly unavoidable to protect life, in accordance with principle 9 of the Basic Principles on the Use of Force and Firearms by Law Enforcement Officials, and that everyone is allowed to participate in lawful and peaceful assemblies, in accordance with article 21 of the International Covenant on Civil and Political Rights.
2020	68k	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	End the policy of prohibiting or severely limiting women's attendance at public sporting events, and bring both laws and policies protecting women's rights into compliance with international standards.
2020	68l	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Immediately release all dual and foreign nationals arbitrarily detained.

<i>Year</i>	<i>Para. N°</i>	<i>Source reference</i>	<i>Full recommendation</i>
2020	70a	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Ensure that medical care is urgently provided to those individuals in detention who need it, in light of the imminent threat to life or serious deterioration of their health, and that all individuals in custody receive adequate, prompt and regular health care, including specialist care as needed, on the basis of their informed consent.
2020	70b	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Ensure that all detained individuals receive adequate health care, without discrimination on grounds of political or legal situation, ethnicity, religion, political opinion, gender, sexual orientation or other status.
2020	70c	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Ensure that all prisoners requiring specialist or any other treatment not available within prison are transferred free of cost to specialized institutions or outside hospitals to receive such treatment and that they remain in those institutions or hospitals for as long as the treatment is deemed necessary by specialist doctors.
2020	70d	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	End the unlawful practice of requiring prisoners to pay for medical treatment, which violates both international and Iranian law.
2020	70e	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Ensure that medical decisions that relate to ongoing care and observation of the prisoners outside prison and the necessity of their release on medical grounds are only taken by the relevant, responsible health-care professionals.
2020	70f	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Adopt regulations restricting the use of restraints in accordance with international laws and standards, including by ensuring that restraints are never used in a degrading, humiliating or painful manner or as a form of punishment and that they are used only when strictly necessary.
2020	70g	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Ensure that medical care for detainees is never made conditional upon their making confessions and that officials who deny medical care to prisoners and detainees or who withhold medication as a form of coercion, as punishment or to elicit confessions are punished.
2020	70h	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Pass the parliamentary bill introduced in September 2019 aimed at ending the recording and broadcasting of confessions on State-funded media prior to trial and ensure punishments for those involved in recording and broadcasting such confessions.
2020	70i	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Pending its abolishment, ensure that solitary confinement is used only in exceptional cases, as a last resort and for as short a time as possible, following authorization by a competent authority and subject to independent review.
2020	70j	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Make substantial investments in all prisons to reduce overcrowding, provide adequate sleeping facilities to prisoners and ensure that the essential personal hygiene of prisoners is maintained.
2020	70k	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Ensure that prisoners are provided with food of appropriate nutritional value, quantity and quality and that drinking water is made readily available to all prisoners.
2020	70l	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Ensure furlough and family visitation rights to all prisoners.
2020	70m	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Respect and fulfil the duty to conduct prompt, independent, impartial and effective investigations into all reports of torture or other ill-treatment and hold perpetrators accountable.
2020	70n	<a href="#">A/HRC/43/61</a>	Ensure that deaths in custody and allegations of violations of due process and of ill-treatment are promptly, independently, impartially and effectively investigated by an independent competent authority with a view to holding perpetrators accountable and in compliance with the right to a fair trial.
2020	55a	<a href="#">A/75/213</a>	The Special Rapporteur urges the Government, judiciary, parliament and security forces: (a) To undertake prompt, independent and impartial investigations into all acts of violence that took place during the November 2019 and January 2020 protests, including deaths and injuries of protesters and ill-treatment in custody; identify all those suspected of responsibility for criminal acts against protesters and bystanders; and hold accountable those responsible in trials that conform to international fair trial standards.

<i>Year</i>	<i>Para. N°</i>	<i>Source reference</i>	<i>Full recommendation</i>
2020	55b	<a href="#">A/75/213</a>	The Special Rapporteur urges the Government, judiciary, parliament and security forces: (b) To ensure all investigations into the incidents of November 2019 and January 2020 are conducted consistent with international standards and that families of victims are effectively included in the investigation process, do not face harassment and receive adequate compensation for the violation of their human rights.
2020	55c	<a href="#">A/75/213</a>	The Special Rapporteur urges the Government, judiciary, parliament and security forces: (c) To determine the causes, circumstances and location of all deaths and injuries that occurred during the November 2019 and January 2020 protests and make public all information gathered, including the overall figures.
2020	55d	<a href="#">A/75/213</a>	The Special Rapporteur urges the Government, judiciary, parliament and security forces: (d) To ensure legislation, policies, practices and training concerning the use of lethal force by law enforcement officials are compliant with international standards, including the Basic Principles on the Use of Force and Firearms by Law Enforcement Officials.
2020	55e	<a href="#">A/75/213</a>	The Special Rapporteur urges the Government, judiciary, parliament and security forces: (e) To ensure that all those arrested, including during the November 2019 and January 2020 protests, for the exercise of their rights to freedom of opinion, expression, association and peaceful assembly are released and that the detaining authorities promptly report the whereabouts and situation of detainees to their families.
2020	55f	<a href="#">A/75/213</a>	The Special Rapporteur urges the Government, judiciary, parliament and security forces: (f) To abolish the death penalty, introduce an immediate moratorium on its use, and prohibit the execution of child offenders in all circumstances and commute their sentences.
2020	55g	<a href="#">A/75/213</a>	The Special Rapporteur urges the Government, judiciary, parliament and security forces: (g) To ensure that all persons accused of any crime have access to a lawyer of their choosing during all stages of the judicial process, including during the initial investigation and interrogation stage, and are provided with legal aid as needed; ensure that prisoners and detainees are protected from all forms of torture and ill-treatment and that confessions obtained through torture or ill-treatment are never admitted as evidence; and ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.
2020	55h	<a href="#">A/75/213</a>	The Special Rapporteur urges the Government, judiciary, parliament and security forces: (h) To repeal laws authorizing the use of torture and ill-treatment as a form of punishment.
2020	55i	<a href="#">A/75/213</a>	The Special Rapporteur urges the Government, judiciary, parliament and security forces: (i) To ensure that prompt, thorough and effective investigations are undertaken by independent and impartial bodies into all deaths in custody and reports of torture or other ill-treatment, and that those responsible are held accountable.
2020	55j	<a href="#">A/75/213</a>	The Special Rapporteur urges the Government, judiciary, parliament and security forces: (j) To ensure the right to freedom of opinion and expression in law and in practice, and in particular that any limitation to that right, offline and online, is in accordance with the criteria for permissible restrictions under international human rights law.
2020	55k	<a href="#">A/75/213</a>	The Special Rapporteur urges the Government, judiciary, parliament and security forces: (k) To ensure that human rights defenders, including women human rights defenders, lawyers, journalists, environmentalists and dual and foreign nationals, are not threatened with or subjected to intimidation, harassment, arbitrary arrests, deprivation of liberty or other arbitrary sanctions; release all those detained in connection with their work; and extend the policy for the temporary release of prisoners in the context of COVID-19 to those individuals, as well as other detainees who pose no threat to public safety.
2020	55l	<a href="#">A/75/213</a>	The Special Rapporteur urges the Government, judiciary, parliament and security forces: (l) To eliminate in legislation and in practice all forms of discrimination and

<i>Year</i>	<i>Para. N°</i>	<i>Source reference</i>	<i>Full recommendation</i>
			other violations against women and girls, in accordance with international standards; take all steps necessary to advance their equal participation in public life; ensure that the rights of women human rights defenders are protected; and ratify the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women.
2020	55m	<a href="#">A/75/213</a>	The Special Rapporteur urges the Government, judiciary, parliament and security forces: (m) To protect the rights of all persons belonging to ethnic and religious minorities; address all forms of discrimination against them; and immediately and unconditionally release all those imprisoned for exercising their right to freedom of religion or belief.
2020	55n	<a href="#">A/75/213</a>	The Special Rapporteur urges the Government, judiciary, parliament and security forces: (n) To implement the recommendations accepted or partially accepted during the third cycle of the universal periodic review on the Islamic Republic of Iran.
2020	55o	<a href="#">A/75/213</a>	The Special Rapporteur urges the Government, judiciary, parliament and security forces: (o) To continue to engage with the Special Rapporteur, including by permitting the mandate holder to conduct a country mission to the Islamic Republic of Iran.
2020	55p	<a href="#">A/75/213</a>	The Special Rapporteur urges the Government, judiciary, parliament and security forces: (p) To take all measures necessary to mitigate the effects of sanctions, meet the Government's obligations under the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, including on the protection of vulnerable groups, and establish transparent financial mechanisms to ensure that trade in medicines and other essential humanitarian items continues.
2020	56	<a href="#">A/75/213</a>	56. The Special Rapporteur urges States that have imposed sanctions on the Islamic Republic of Iran to ensure that measures such as humanitarian exemptions are given broad and practical effect and are promptly and effectively implemented to minimize the adverse consequences of sanctions on human rights in the Islamic Republic of Iran, especially during the COVID-19 pandemic.
2021	63a	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (a) Introduce an immediate moratorium on the death penalty, prohibit the execution of child offenders in all circumstances and commute their sentences.
2021	63b	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (b) Repeal laws authorizing torture and ill-treatment as a form of punishment, establish mechanisms for investigating torture claims and deaths in detention consistent with international standards, and ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.
2021	63c	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (c) Ensure that all persons accused of any crime have access to a lawyer of their choosing during all stages of the judicial process, including during the initial investigation and interrogation stage, and are provided with legal aid.
2021	63d	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (d) Ensure that human rights defenders, including women human rights defenders, lawyers, journalists and dual and foreign nationals, and their families, are not threatened with or subjected to intimidation, arbitrary arrest, deprivation of liberty or life or other arbitrary sanctions; release all those arbitrarily detained; and extend the COVID-19 policy for the temporary release of prisoners to those individuals and other detainees posing no threat to public safety.
2021	63e	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (e) Conduct an independent, impartial and transparent inquiry consistent with international standards concerning the use of excessive and lethal force by security forces during the November 2019 protests and hold accountable all perpetrators of human rights violations during those protests.
2021	63f	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (f) Ensure that all individuals arrested for the exercise of their rights to freedom of opinion, expression, association and peaceful assembly are released and

<i>Year</i>	<i>Para. N°</i>	<i>Source reference</i>	<i>Full recommendation</i>
			that the detaining authorities promptly report the whereabouts and situation of detainees to their families.
2021	63g	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (g) Ensure that the rights to freedom of opinion and expression, peaceful assembly and association are respected in law and in practice, and that any limitation to these rights is in accordance with the criteria for permissible restrictions under international law.
2021	63h	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (h) Recognize independent trade unions and ratify all fundamental International Labour Organization conventions.
2021	63i	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (i) Protect the rights of all persons belonging to ethnic, religious and sexual minorities, eliminate all forms of discrimination against them and release all those imprisoned for exercising their right to freedom of religion or belief, for exercising their culture or for using their language.
2021	63j	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (j) Take all measures necessary to mitigate the effects of sanctions, meet the Government's economic and social rights obligations, including regarding the protection of vulnerable groups, and establish transparent financial mechanisms to ensure that trade in medicine and other essential humanitarian items continues.
2021	63k	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (k) Make substantial investments in all prisons to reduce overcrowding, improve hygiene and ensure that prisoners receive prompt access to medical treatment, especially during the COVID-19 pandemic.
2021	63l	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (l) Continue to engage with the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Islamic Republic of Iran, including by permitting him to conduct country missions in the Islamic Republic of Iran.
2021	64	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur urges States imposing sanctions on the Islamic Republic of Iran to ensure that measures such as humanitarian exemptions are given broad and practical effect and are promptly and effectively implemented to minimize the adverse consequences of sanctions on human rights, especially during the COVID-19 pandemic.
2021	65a	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (a) Ratify the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women without reservations and ensure that legislation and policies are consistent with its obligations.
2021	65b	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (b) End discrimination against women and girls within all aspects of family law.
2021	65c	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (c) Implement measures to end child marriage, including by increasing the minimum age of marriage to 18 years.
2021	65d	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (d) Ensure gender equality within the criminal justice system, including by increasing the age of criminal responsibility for men and women to 18 years.
2021	65e	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (e) Repeal legislation that mitigates, or exonerates perpetrators of, violence against women and girls, including for so-called honour killings and criminal acts within marriage, and ensure accountability for perpetrators.



<i>Year</i>	<i>Para. N°</i>	<i>Source reference</i>	<i>Full recommendation</i>
2021	65f	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (f) Introduce effective legislation and policies to help prevent violence against women and girls and hold perpetrators accountable.
2021	65g	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (g) Increase support services for victims of violence, including by providing more shelters and financial assistance, and provide necessary training to the police, judiciary and social workers.
2021	65h	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (h) Repeal all laws and regulations that impose mandatory dress codes.
2021	65i	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (i) Amend the Constitution and legislation to expressly state that all political and judicial positions are open to women and men, and introduce legislation and policies to promote increased participation of women in public affairs.
2021	65j	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (j) End gender discrimination in employment and introduce effective legislation and mechanisms to combat workplace discrimination.
2021	65k	<a href="#">A/HRC/46/50</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and/or Parliament: (k) Remove all obstacles that prevent the full enjoyment of women to the right to culture.
2021	70a	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran immediately abolish by legislation the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (a) Impose an immediate moratorium on executions and commute all death sentences.
2021	70b	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran immediately abolish by legislation the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (b) Urgently amend legislation to prohibit the execution of persons who committed a crime while below the age of 18 years and urgently amend legislation to commute all death sentences for child offenders on death row.
2021	70c	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran immediately abolish by legislation the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (c) Abolish the death penalty for offences that do not amount to the “most serious crimes” within international human rights law.
2021	70d	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran immediately abolish by legislation the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (d) Make fundamental reforms to the criminal justice system through the replacement of the diya system with State-administered custodial sentences for convicted defendants fully in accordance with international human rights law.
2021	70e	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran immediately abolish by legislation the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (e) Immediately end mandatory death sentences and secret and public executions, and remove stoning as a punishment from the Islamic Penal Code.
2021	70f	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran immediately abolish by legislation the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (f) Ensure that legislation provides a clear definition for all criminal offences that are punishable by death.
2021	70g	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran immediately abolish by legislation the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (g) Repeal all laws that exonerate “honour killings” or encourage extrajudicial killings.

<i>Year</i>	<i>Para. N°</i>	<i>Source reference</i>	<i>Full recommendation</i>
2021	70h	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran immediately abolish by legislation the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (h) Publish comprehensive statistics regarding the number of death sentences implemented annually, disaggregated by ethnicity, religion, gender, age and criminal charge.
2021	70i	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran immediately abolish by legislation the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (i) Withdraw the general reservation to the Convention on the Rights of the Child.
2021	70j	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran immediately abolish by legislation the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (j) Ensure that all persons accused of any crime have access to a lawyer of their choosing during all stages of the judicial process and are provided with legal aid as needed.
2021	70k	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran immediately abolish by legislation the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (k) Repeal laws authorizing the use of torture and ill-treatment as a form of punishment; establish mechanisms for investigating claims of torture and deaths in detention consistent with international standards; end the use of torture-induced confessions as the basis for convictions and death sentences; and ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.
2021	70l	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran immediately abolish by legislation the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (l) Ensure that everyone sentenced to death has the right to seek pardon or commutation of sentences from the State.
2021	71a	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran: (a) Ensure that human rights defenders, including women human rights defenders, lawyers, journalists and dual and foreign nationals, as well as their families, are not threatened with or subjected to intimidation, harassment, arbitrary arrest, deprivation of liberty or life or other arbitrary sanctions; release all those detained in connection with their work; and extend the policy for the temporary release of prisoners in the context of COVID-19 to those individuals, as well as other detainees who pose no threat to public safety.
2021	71b	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran: (b) Conduct an independent, impartial and transparent inquiry consistent with international standards concerning the use of excessive and lethal force by security forces during the November 2019 protests, and hold accountable all perpetrators of human rights violations committed during those protests and ensure accountability for other events and incidents amounting to serious violations of human rights.
2021	71c	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran: (c) Ensure that all individuals arrested for the exercise of their rights to freedom of opinion and expression and to freedom of peaceful assembly and association are released and that the detaining authorities promptly report the whereabouts and situation of detainees to their families.
2021	71d	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran: (d) Ensure that the rights to freedom of opinion and expression and to freedom of peaceful assembly and association are respected in law and in practice, and in particular that any limitation to these rights is in accordance with the criteria for permissible restrictions under international law.
2021	71e	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran: (e) Recognize independent trade unions and ratify all fundamental International Labour Organization conventions.
2021	71f	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran: (f) Eliminate in legislation and in practice all forms of discrimination and other

<i>Year</i>	<i>Para. N°</i>	<i>Source reference</i>	<i>Full recommendation</i>
			violations against women and girls; consistent with international standards, take all steps necessary to advance their equal participation in public life; ensure that the rights of women human rights defenders are protected; and ratify the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women.
2021	71g	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran: (g) Protect the rights of all persons belonging to ethnic, religious and sexual minorities; eliminate all forms of discrimination against them and release all those imprisoned for exercising their right to freedom of religion or belief, for exercising their right to enjoy their own culture or for using their language.
2021	71h	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran: (h) Take all measures necessary to mitigate the effects of sanctions, meet the Government's economic and social rights obligations, including concerning the protection of vulnerable groups, and establish transparent financial mechanisms to ensure that trade in medicines and other essential humanitarian items continues.
2021	71i	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran: (i) Make substantial investments in all prisons to reduce overcrowding and improve hygiene, and ensure prisoners receive prompt access to medical treatment, especially during the COVID-19 pandemic.
2021	71j	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur recommends that the authorities of the Islamic Republic of Iran: (j) Continue to engage with the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Islamic Republic of Iran, including by permitting the Special Rapporteur country visits to the Islamic Republic of Iran.
2021	72	<a href="#">A/76/160</a>	The Special Rapporteur urges States imposing sanctions on the Islamic Republic of Iran to ensure that measures such as humanitarian exemptions are given broad and practical effect and are promptly and effectively implemented in order to minimize the adverse consequences of sanctions on human rights, especially during the COVID-19 pandemic.
2022	67a	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (a) Undertake fundamental reforms towards the establishment of a system of accountability in line with international law, including constitutional, legislative and administrative reforms to ensure separation of powers, political pluralism and democratic participation in governance and decision-making.
2022	67b	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (b) Undertake reforms to ensure the complete independence of the judiciary, including through the dissolution of the revolutionary courts, and reforms to ensure transparency in judicial appointments, which should be made based on merit and in the absence of any discriminatory conditions.
2022	67c	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (c) Conduct an independent, impartial and transparent inquiry consistent with international standards concerning the use of force by security forces during the November 2019 protests and hold accountable all perpetrators of human rights violations during those and other protests, including protests in Khuzestan and Isfahan in 2021.
2022	67d	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (d) Conduct a national and public inquiry into the handling of the COVID-19 pandemic.
2022	67e	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (e) Ensure the independence of bar associations in the Islamic Republic of Iran.
2022	68a	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities to immediately abolish, through legislation, the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (a) Impose an immediate moratorium on executions and commute all death sentences.
2022	68b	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities to immediately abolish, through legislation, the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (b) Urgently amend legislation to prohibit the execution of persons

<i>Year</i>	<i>Para. N°</i>	<i>Source reference</i>	<i>Full recommendation</i>
			who committed a crime while under the age of 18 years, and urgently amend legislation to commute all death sentences for child offenders on death row.
2022	68c	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities to immediately abolish, through legislation, the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (c) Abolish the death penalty for offences that do not amount to the most serious crimes under international human rights law.
2022	68d	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities to immediately abolish, through legislation, the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (d) Publish disaggregated data regarding the number of death sentences implemented annually.
2022	69a	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (a) Ensure that prisoners and detainees are protected from all forms of torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment; ensure that confessions obtained through torture or ill-treatment are never admitted as evidence in court; establish mechanisms for investigating claims of torture and deaths in detention consistent with international standards; and ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.
2022	69b	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (b) Ensure the right to a fair trial to all individuals charged with a criminal offence, including access to a lawyer of their choosing during all stages of the judicial process.
2022	69c	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (c) Ensure that human rights defenders, including women human rights defenders, lawyers, journalists and dual and foreign nationals, as well as their families, are not threatened with or subjected to intimidation, harassment, arbitrary arrest, deprivation of liberty or life or other arbitrary sanctions; release all those detained in connection with their work; and extend the policy for temporary release of prisoners in the context of COVID-19.
2022	69d	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (d) Release all individuals arrested for the exercise of their rights to freedom of opinion, expression, association and peaceful assembly, and promptly report the whereabouts and situation of detainees to their families.
2022	69e	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (e) Ensure in law and practice the rights to freedom of opinion and expression, peaceful assembly and association; ensure that any limitation on these rights is in accordance with international law; and withdraw the bill on protecting the rights of users in cyberspace and organizing social media.
2022	69f	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (f) Repeal the law on young people and protection of the family and other laws that violate the rights of women and girls; take measures to advance women's equal participation in public life consistent with international law; and ratify the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women.
2022	69g	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (g) Revise legislation to eliminate child marriage, and undertake comprehensive awareness-raising programmes on the harmful effects of early marriage on the girl child's rights to health, education and development.
2022	69h	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (h) Repeal all laws that exonerate "honour killings" and violence against women; adopt the bill on preserving the dignity of women and protecting them against violence, and adopt effective policies to end violence against women.
2022	69i	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (i) Ratify and implement all fundamental International Labour Organization conventions and recognize independent trade unions.

<i>Year</i>	<i>Para. N°</i>	<i>Source reference</i>	<i>Full recommendation</i>
2022	69j	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (j) Undertake concrete actions to reduce existing economic inequalities and ensure an adequate standard of living, including access to basic services, without discrimination.
2022	69k	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (k) Take all measures necessary to mitigate the effects of sanctions.
2022	69l	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (l) Make substantial investments in all prisons to reduce overcrowding, improve hygiene, and ensure prompt access to medical treatment.
2022	69m	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (m) Continue to engage with the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Islamic Republic of Iran, including by permitting the Special Rapporteur to visit the country.
2022	70	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur urges States imposing sanctions on the Islamic Republic of Iran to ensure that measures such as humanitarian exemptions are given broad and practical effect and are promptly and effectively implemented to minimize the adverse consequences of sanctions on human rights, especially during the COVID-19 pandemic.
2022	71	<a href="#">A/HRC/49/75</a>	The Special Rapporteur urges the international community to call for accountability with respect to long-standing emblematic events that have been met with persistent impunity, including the enforced disappearances and summary and arbitrary executions of 1988 and the November 2019 protests.
2022	73a	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities of the Islamic Republic of Iran to immediately abolish, through legislation, the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (a) Impose an immediate moratorium on executions and commute all death sentences.
2022	73b	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities of the Islamic Republic of Iran to immediately abolish, through legislation, the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (b) Urgently amend legislation to prohibit the execution of persons who committed a crime while under the age of 18 years and urgently amend legislation to commute all death sentences for child offenders on death row.
2022	73c	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities of the Islamic Republic of Iran to immediately abolish, through legislation, the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (c) Impose a moratorium on all drug-related executions.
2022	73d	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities of the Islamic Republic of Iran to immediately abolish, through legislation, the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (d) Amend legislation to allow judges discretionary powers to consider extenuating circumstances or choose the imposition of more lenient punishments in individual cases.
2022	73e	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities of the Islamic Republic of Iran to immediately abolish, through legislation, the death penalty for all offences. Pending abolition, he recommends that the authorities: (e) Publish disaggregated data regarding the number of death sentences implemented annually.
2022	74a	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities to: (a) Undertake fundamental reforms towards the establishment of a system of accountability in line with international law, including constitutional, legislative and administrative reforms, to ensure the separation of powers, political pluralism and democratic participation in governance and decision-making.
2022	74b	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities to: (b) Undertake reforms to ensure the independence of the judiciary, including through the dissolution of the revolutionary courts, and reforms to ensure transparency in judicial appointments.

<i>Year</i>	<i>Para. N°</i>	<i>Source reference</i>	<i>Full recommendation</i>
2022	74c	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities to: (c) Ensure the independence of bar associations in the Islamic Republic of Iran.
2022	74d	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities to: (d) Conduct an independent, impartial and transparent inquiry consistent with international standards concerning the use of force by security forces during the November 2019 protests and hold accountable all perpetrators of human rights violations in the context of these and other protests in 2021 and 2022.
2022	74e	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities to: (e) Ensure that legislation, policies, practices and training concerning the use of lethal force by law enforcement and border officials are compliant with international standards, including the Code of Conduct for Law Enforcement Officials and the Basic Principles on the Use of Force and Firearms by Law Enforcement Officials.
2022	74f	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities to: (f) Conduct an independent and transparent investigation concerning the shooting down of Ukraine Airlines flight PS752 and hold all perpetrators accountable.
2022	74g	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities to: (g) Ratify the Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on their Destruction.
2022	74h	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities to: (h) Thoroughly review safety and quality standards in the construction industry and conduct an independent and transparent inquiry into the collapse of the building in Abadan, holding those responsible accountable.
2022	74i	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur calls on the authorities to: (i) Conduct a national and public inquiry into the handling of the COVID-19 pandemic.
2022	75a	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (a) Ensure that detainees are protected from all forms of torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, ensure that confessions obtained through torture or ill-treatment are never admitted as evidence in court, establish mechanisms for investigating claims of torture and deaths in detention that are consistent with international standards and ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.
2022	75b	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (b) Ensure the right to a fair trial to anyone charged with a criminal offence, including access to a lawyer of his or her choosing during all stages of the judicial process.
2022	75c	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (c) Ensure that human rights defenders, including women human rights defenders, lawyers, journalists and dual and foreign nationals, and their families, are not threatened with or subjected to intimidation, harassment, arbitrary arrest, deprivation of liberty or life or other arbitrary sanctions, release all those detained in connection with their work and extend the policy for temporary release of prisoners.
2022	75d	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (d) Release all individuals arrested for the exercise of their rights to freedom of opinion, expression, association and peaceful assembly and promptly report the whereabouts and situation of detainees to their families.
2022	75e	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (e) Ensure in law and practice the rights to freedom of opinion and expression, peaceful assembly and association, ensure that any limitation on these rights is in accordance with international law and withdraw the bill on protecting the rights of users in cyberspace and organizing social media.
2022	75f	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (f) Repeal the law on “youthful population” and other laws that violate the rights of women and girls, take measures to advance the equal participation of women in public life

<i>Year</i>	<i>Para. N°</i>	<i>Source reference</i>	<i>Full recommendation</i>
			consistent with international law and ratify the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women.
2022	75g	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (g) Revise legislation to eliminate child marriage and undertake comprehensive awareness-raising programmes on the harmful effects of early marriage on the girl child's rights to health, education and development.
2022	75h	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (h) Repeal all laws that exonerate "honour killings" and violence against women and adopt effective laws and policies to end violence against women.
2022	75i	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (i) Ratify and implement all fundamental International Labour Organization conventions and recognize independent trade unions;
2022	75j	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (j) Undertake concrete actions to reduce existing economic inequalities and ensure an adequate standard of living, including access to basic services, without discrimination.
2022	75k	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (k) Take all measures necessary to mitigate the effects of sanctions.
2022	75l	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (l) Make substantial investments in all prisons to reduce overcrowding, improve hygiene, and ensure prompt access to medical treatment.
2022	75m	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur recommends that the Islamic Republic of Iran: (m) Continue to engage with the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Islamic Republic of Iran, including by permitting the Special Rapporteur to visit the country.
2022	76	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur urges the international community to prioritize human rights issues and the implementation of international human rights obligations in all negotiations and agreements with the Islamic Republic of Iran.
2022	77	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur urges States imposing sanctions on the Islamic Republic of Iran to ensure that measures such as humanitarian exemptions are given broad and practical effect and are promptly and effectively implemented to minimize the adverse consequences of sanctions on human rights, especially during the COVID-19 pandemic.
2022	78	<a href="#">A/77/181</a>	The Special Rapporteur urges the international community to call for accountability with respect to long-standing emblematic events that have been met with persistent impunity, including the enforced disappearances and summary and arbitrary executions of 1988 and the protests of November 2019.
2023	76a	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and the parliament as appropriate: (a) Accept full responsibility for the death in custody of Jina Mahsa Amini and take immediate appropriate remedial actions; conduct an independent, impartial, thorough, effective, credible and transparent investigation into her death and ensure that all perpetrators responsible are held accountable.
2023	76b	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and the parliament as appropriate: (b) Ensure that lethal force is used only when strictly unavoidable to protect life, in accordance with principle 9 of the Basic Principles on the Use of Force and Firearms by Law Enforcement Officials, and that everyone is allowed to participate in lawful and peaceful assemblies, in accordance with article 21 of the International Covenant on Civil and Political Rights;
2023	76c	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and the parliament as appropriate: (c) Immediately release all those arrested, detained and sentenced and, in particular, those sentenced to death, since 16 September 2022, for the peaceful exercise of their rights to freedom of opinion, expression, assembly and association.

<i>Year</i>	<i>Para. N°</i>	<i>Source reference</i>	<i>Full recommendation</i>
2023	76d	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and the parliament as appropriate: (d) Immediately end all forms of violence, torture and ill-treatment of protesters, including sexual violence and harassment of girls and women, issue urgent instructions to all law enforcement and prison authorities in this respect and ensure that all perpetrators responsible for violence, torture and ill-treatment, including sexual violence and harassment of girls and women, are held accountable.
2023	76e	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur recommends that the Government, the judiciary and the parliament as appropriate: (e) Ensure that all persons accused of any crime have access to a lawyer of their choosing during all stages of the judicial process, including during the initial investigation and interrogation stage, and are provided with legal aid as needed; ensure the right to a fair trial, in accordance with article 14 of the International Covenant on Civil and Political Rights; ensure that prisoners and detainees are protected from all forms of torture and ill-treatment and that confessions obtained through torture or ill-treatment are never accepted as evidence; and ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.
2023	77a	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur also recommends that the Iranian authorities: (a) Immediately abolish, through legislation, the death penalty for all offences and, pending abolition of the death penalty, impose an immediate moratorium on executions, including executions for drug offenders, and commute all death sentences.
2023	77b	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur also recommends that the Iranian authorities: (b) Amend the Constitution, repeal existing gender-discriminatory laws, including regulations that impose mandatory dress codes, and abolish all regulations and procedures whereby women's dress or behaviour in public or private life are monitored or controlled by State agencies, and introduce laws and policies to ensure complete equality for women and girls in public affairs, including in employment and in personal and family laws, and introduce effective legislation and administrative policies to end violence against women and girls, including by repealing legislation that mitigates, or exonerates perpetrators of, gender-based violence.
2023	77c	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur also recommends that the Iranian authorities: (c) Ratify the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women without reservations and ensure that domestic laws and practices are in full compliance with this Convention and with other international obligations.
2023	77d	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur also recommends that the Iranian authorities: (d) Ensure that human rights defenders, including women human rights defenders, lawyers, journalists, and foreign and dual nationals and their families are not threatened with or subjected to harassment, violence, arbitrary arrest, deprivation of liberty or life or other arbitrary sanctions and immediately release all those arbitrarily detained or arrested.
2023	77e	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur also recommends that the Iranian authorities: (e) Protect the rights of all persons belonging to ethnic, religious and sexual minorities; eliminate all forms of discrimination against them in law and in practice and release all those imprisoned for exercising their right to freedom of religion or belief, to enjoy their own culture or to use their own language.
2023	77f	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur also recommends that the Iranian authorities: (f) Immediately release all foreign and dual nationals arbitrarily detained.
2023	77g	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur also recommends that the Iranian authorities: (g) Take all measures necessary to mitigate the effects of sanctions, meet the Government's obligations concerning economic and social rights, including those related to the protection of vulnerable groups, and establish transparent financial mechanisms to ensure that trade in medicines and other essential humanitarian items continues.
2023	77h	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur also recommends that the Iranian authorities: (h) Restore full engagement and cooperation with the Special Rapporteur and fully cooperate with



<i>Year</i>	<i>Para. N°</i>	<i>Source reference</i>	<i>Full recommendation</i>
			the international fact-finding mission, including by allowing the Special Rapporteur and the fact-finding mission to conduct visits to the country.
2023	78a	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur urges the international community to continue to prioritize human rights issues, including by: (a) Supporting accountability efforts with respect to human rights violations and possible crimes under international criminal law committed since the start of the protests in September 2022, as well as calling for accountability with respect to long-standing emblematic events that have been met with persistent impunity, including the enforced disappearances and summary and arbitrary executions of 1988 and the protests of November 2019.
2023	78b	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur urges the international community to continue to prioritize human rights issues, including by: (b) Fully engaging with the Iranian authorities within United Nations mechanisms, in particular the Human Rights Council, and in bilateral and multilateral arrangements.
2023	78c	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur urges the international community to continue to prioritize human rights issues, including by: (c) Continuing to apply targeted sanctions for organizations and individuals that carry out serious violations of human rights and to make full use of the principle of universal jurisdiction to ensure accountability for perpetrators of human rights violations and crimes under international law.
2023	78d	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur urges the international community to continue to prioritize human rights issues, including by: (d) Supporting Iranian people by further enhancing provisions for access to the Internet.
2023	79	<a href="#">A/HRC/52/67</a>	The Special Rapporteur urges States imposing sanctions on the Islamic Republic of Iran to ensure that measures such as humanitarian exemptions are given broad and practical effect and are promptly and effectively implemented to minimize the adverse consequences of sanctions on human rights.
2023	86a	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader, the Government, the judiciary and Parliament, as appropriate: (a) Accept full responsibility for the death in police custody of Jina Mahsa Amini and take immediate appropriate remedial actions; conduct an independent, impartial, thorough, effective, credible and transparent investigation into her death; and ensure that all perpetrators responsible are held accountable.
2023	86b	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader, the Government, the judiciary and Parliament, as appropriate: (b) Undertake prompt, independent and impartial investigations into the killings of protesters, as well as into acts of violence, including torture, enforced disappearances and arrests, that have taken place in the context of the nationwide protests since 16 September 2022; immediately end all forms of violence, arbitrary arrests and detentions of protesters; and identify and apprehend all those suspected of criminal and violent acts against protesters and ensure that all perpetrators responsible are held accountable.
2023	86c	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader, the Government, the judiciary and Parliament, as appropriate: (c) Immediately end all forms of violence, including sexual violence and harassment of girls and women protesters, and prevent the poisoning of girls in schools; conduct immediate, independent and impartial investigations into acts of violence against, the targeting of and discrimination against girls and women; immediately take concrete steps to apprehend and punish all those involved in violent crimes against girls and women and the poisoning of girls in schools; eliminate in legislation and in practice all forms of discrimination and other violations against women and girls; and ratify the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women.
2023	86d	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader, the Government, the judiciary and Parliament, as appropriate: (d) Immediately abolish, through legislation, the death penalty for all offences and, pending abolition of the death penalty, impose an immediate moratorium on executions, including on executions for drug offenders and those sentenced to death in the context of protests, and commute all death sentences;

<i>Year</i>	<i>Para. N°</i>	<i>Source reference</i>	<i>Full recommendation</i>
2023	86e	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader, the Government, the judiciary and Parliament, as appropriate: (e) Urgently amend legislation to prohibit the execution of persons who committed a crime while under the age of 18 years; and urgently amend legislation to commute all death sentences for child offenders on death row.
2023	86f	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader, the Government, the judiciary and Parliament, as appropriate: (f) Repeal all laws and regulations that impose mandatory dress code and abolish all regulations and procedures whereby women's dress or behaviour in public or private life are monitored or controlled by state agencies; and immediately dismantle the morality police or any State machinery enforcing the hijab;
2023	86g	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader, the Government, the judiciary and Parliament, as appropriate: (g) Ensure that everyone is allowed to participate in lawful and peaceful assemblies and to participate without discrimination in the public affairs, including having the right to take part in the conduct of public affairs, the right to vote and to be elected at genuine periodic elections and the right to have access to public services, in accordance with articles 21 and 25 of the International Covenant on Civil and Political Rights.
2023	86h	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader, the Government, the judiciary and Parliament, as appropriate: (h) Ensure that all persons accused of any crime have the right to a fair trial and due process, fully in accordance with article 14 of the International Covenant on Civil and Political Rights, including with access to a lawyer of their choosing during all stages of the judicial process; and end the use of torture- induced confessions as the basis for convictions and death sentences.
2023	86i	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader, the Government, the judiciary and Parliament, as appropriate: (i) Ensure that human rights defenders, including women human rights defenders, and human rights lawyers and journalists are not threatened with or subjected to intimidation, harassment, arbitrary arrests, deprivation of liberty or other arbitrary sanctions, and release all those detained in connection with their work.
2023	86j	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader, the Government, the judiciary and Parliament, as appropriate: (j) Immediately release all dual and foreign nationals arbitrarily detained in the Islamic Republic of Iran.
2023	86k	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader, the Government, the judiciary and Parliament, as appropriate: (k) Ensure that all individuals within its territory and subject to its jurisdiction are treated equally before the law without distinction of any kind, such as on the basis of race, sex, language, religion, sexual orientation or political or other opinion.
2023	86l	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader, the Government, the judiciary and Parliament, as appropriate: (l) Protect the rights of all persons belonging to ethnic, religious and sexual minorities; and eliminate all forms of discrimination against those persons and release all those imprisoned for exercising their right to freedom of religion or belief, for exercising their culture or for the use of their language.
2023	86m	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader, the Government, the judiciary and Parliament, as appropriate: (m) Take all measures necessary to mitigate the effects of sanctions; meet the Government's economic and social rights obligations, including on the protection of vulnerable groups; and establish transparent financial mechanisms to ensure that trade in medicines and other essential humanitarian items continues.
2023	86n	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur recommends that the Supreme Leader, the Government, the judiciary and Parliament, as appropriate: (n) Restore full cooperation and engagement with the mandate holder of the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Islamic Republic of Iran, including by permitting him to conduct

---

<i>Year</i>	<i>Para. N°</i>	<i>Source reference</i>	<i>Full recommendation</i>
			missions to the country; and cooperate fully with the independent international fact-finding mission on the Islamic Republic of Iran.
2023	87a	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur recommends that the international community: (a) Continue to apply targeted sanctions on organizations and individuals that carry out serious violations of human rights and make full use of the principle of universal jurisdiction to ensure accountability for perpetrators of human rights violations and crimes under international law.
2023	87b	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur recommends that the international community: (b) Support Iranian people by further enhancing provisions for access to the Internet.
2023	88	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur urges the international community to call for accountability with respect to long-standing emblematic events that have been met with persistent impunity, including the enforced disappearances and summary and arbitrary executions of 1981 and 1988 and the protests of November 2019.
2023	89	<a href="#">A/78/326</a>	The Special Rapporteur urges States imposing sanctions on the Islamic Republic of Iran to ensure that measures such as humanitarian exemptions are given broad and practical effect and are promptly and effectively implemented to minimize the adverse consequences of sanctions on human rights.

---